

**BEI EIB**

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT  
RAPPORT ANNUEL 1973



# **BANQUE EUROPEENNE D' INVESTISSEMENT**



**rapport annuel 1973**

2, PLACE DE METZ, LUXEMBOURG

Rédaction achevée le 25 avril 1974

Ce Rapport Annuel est publié en langues danoise, allemande, anglaise,  
française, italienne et néerlandaise



## Conseil des Gouverneurs

Président	Raymond VOUEL (Luxembourg)
Belgique	André VLERICK, Ministre des Finances, <i>jusqu'en janvier 1973;</i> Willy DE CLERCQ, Ministre des Finances, <i>à partir de janvier 1973.</i>
Danemark	Per HAEKKERUP, Ministre de l'Economie et du Budget, <i>jusqu'en octobre 1973;</i> Knud HEINESSEN, Ministre du Budget, <i>jusqu'en décembre 1973;</i> Anders ANDERSEN, Ministre des Finances, <i>à partir de décembre 1973.</i>
Allemagne	Helmut SCHMIDT, Ministre des Finances, <i>jusqu'en mai 1974;</i> Hans APEL, Ministre des Finances, <i>à partir de mai 1974.</i>
France	Valéry GISCARD d'ESTAING, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, <i>jusqu'en mai 1974;</i> Jean-Pierre FOURCADE, Ministre de l'Economie et des Finances, <i>à partir de mai 1974.</i>
Irlande	George COLLEY, Ministre des Finances, <i>jusqu'en mars 1973;</i> Richie RYAN, Ministre des Finances, <i>à partir de mars 1973.</i>
Italie	Giovanni MALAGODI, Ministre du Trésor, <i>jusqu'en juillet 1973; Président jusqu'en juin 1973;</i> Ugo LA MALFA, Ministre du Trésor, <i>jusqu'en février 1974;</i> Emilio COLOMBO, Ministre du Trésor, <i>à partir de mars 1974.</i>
Luxembourg	Pierre WERNER, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, Ministre des Finances, <i>Président jusqu'en juin 1974;</i> Raymond VOUEL, Vice-Président du Gouvernement, Ministre des Finances, <i>à partir de juin 1974.</i>
Pays-Bas	Roelof J. NELISSEN, Ministre des Finances, <i>jusqu'en mai 1973;</i> Willem F. DUISENBERG, Ministre des Finances, <i>à partir de mai 1973.</i>
Royaume-Uni	Anthony BARBER, Chancelier de l'Echiquier, <i>jusqu'en mars 1974;</i> Denis HEALEY, Chancelier de l'Echiquier, <i>à partir de mars 1974.</i>

## Comité de Vérification

Président	Emile RAUS, Vice-Président du Conseil d'Etat, Directeur Général honoraire de l'Administration des Postes et Télécommunications, Luxembourg.
Membres	Roger LÉONARD, Premier Président Honoraire de la Cour des Comptes, Paris; Hans-Georg DAHLGRÜN, Professeur, Ancien Président de la Landeszentralbank in Rheinland-Pfalz, Speyer.

# Conseil d'Administration

**Président :** Yves LE PORTZ

**Vice-Présidents :** Sjoerd BOOMSTRA  
Luca ROSANIA  
Horst-Otto STEFFE  
G. Raymond BELL

## Administrateurs :

Alfred BECKER, *à partir de juin 1973*  
Membre du Comité de Direction de la Kreditanstalt für Wiederaufbau, Francfort;

Giorgio CAPPON,  
Directeur Général de l'Istituto Mobiliare Italiano, Rome;

Bernard CLAPPIER, *à partir de janvier 1973*  
Président du Crédit National, Paris,  
(à partir de juin 1974, Gouverneur de la Banque de France);

Raymond DENUCE,  
Directeur Gérant Honoraire du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles;

Jacques de LAROSIÈRE de CHAMPFEU *jusqu'en novembre 1973*  
Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Economie et des Finances, Paris;

Christopher FOGARTY,  
Deputy Secretary (Overseas Finance Group), Trésorerie, Londres;

Salvatore GUIDOTTI,  
Administrateur Délégué et Directeur Général de la Società Meridionale Finanziaria, Naples;

Pierre GUILL,  
Président Directeur de la Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg;

Jean-Yves HABERER, *à partir de novembre 1973*  
Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Economie et des Finances, Paris;

Erik HOFFMEYER,  
Président du Conseil des Gouverneurs, Banque Nationale de Danemark, Copenhague;

Anthony I.J.A. LOOIJEN,  
Directeur des Relations Financières Extérieures, Ministère des Finances, La Haye;

## Suppléants :

Friedrich BERNARD, *jusqu'en juin 1973*  
Ministerialrat a.D., Ministère Fédéral des Finances, Bonn;

Frédéric BOYER de la GIRODAY, *jusqu'en juin 1973*  
Directeur, Direction Générale des Affaires Economiques et Financières, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles;

Michel CAMDESSUS,  
Sous-Directeur (Epargne et Crédit), Direction du Trésor, Ministère de l'Economie et des Finances, Paris;

Maurice ESSELENS, *à partir de janvier 1974*  
Inspecteur Général (Trésorerie), Ministère des Finances, Bruxelles;

Jacques FRIEDMANN, *jusqu'en juin 1973*  
Conseiller pour les Affaires Economiques et Financières auprès du Premier Ministre, Paris;

Lionello FRONZONI,  
Directeur, Banque d'Italie, Pérouse;

Paul GAUDY, *jusqu'en décembre 1973*  
Inspecteur Général, Ministère des Finances, Bruxelles;

Alfred KUBEL, *jusqu'en juin 1973*  
Premier Ministre du Land de Basse-Saxe, Hanovre;

Herbert MARTINI, *jusqu'en juin 1973*  
Vice-Président du Conseil d'Administration de la Kreditanstalt für Wiederaufbau, Francfort;

Gastone MICONI,  
Directeur Général du Trésor, Ministère du Trésor, Rome;

Ugo MOSCA,  
Directeur Général des Affaires Economiques et Financières, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles;

Alfred MÜLLER-ARMACK,  
Staatssekretär a.D., Cologne;

Sean F. MURRAY,  
Assistant Secretary, Ministère des Finances, Dublin;

Maurice PÉROUSE,  
Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations, Paris;

André POSTEL-VINAY, *jusqu'en janvier 1973*  
Directeur Général de la Caisse Centrale de Coopération Economique, Paris;

Raymond PROSSER,  
Deputy Secretary, Ministère de l'Industrie, Londres;

Rupert RAW,  
Ancien Conseiller du Gouverneur de la Banque d'Angleterre, Administrateur de l'Italian International Bank Ltd, Administrateur de la Banque Belge Ltd, Londres;

Hans-Herbert WEBER,  
Ministerialdirektor, Ministère Fédéral des Finances, Bonn.

J. Geoffrey LITTLER,  
Under-Secretary for Finance (International Monetary), Trésorerie, Londres;

Rudolf MORAWITZ, *à partir de juin 1973*  
Ministerialdirigent, Ministère Fédéral de l'Economie, Bonn;

Ugo MORABITO, *jusqu'en juin 1973*  
Ministre Plénipotentiaire, Ministère des Affaires Etrangères, Rome;

Waldemar MÜLLER-ENDERS,  
Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn;

John Edward NASH, *à partir de juin 1973*  
Directeur, Direction Générale des Affaires Economiques et Financières, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles;

David NENDICK,  
Assistant du Chief Cashier, Banque d'Angleterre, Londres;

Yves ROLAND-BILLECART,  
Directeur Général adjoint de la Caisse Centrale de Coopération Economique, Paris;

Savino SPINOSI,  
Ispettore Generale, IRFE, Ministère du Trésor, Rome.



# Comité de Direction

Yves LE PORTZ, Président  
Sjoerd BOOMSTRA, Vice-Président  
Luca ROSANIA, Vice-Président  
Horst-Otto STEFFE, Vice-Président  
G. Raymond BELL, Vice-Président

## Directions

### Direction de l'Administration Générale

Secrétariat  
Information  
Personnel et Organisation

Bureau de Représentation à Bruxelles

### Direction des Prêts dans les Pays Membres

Département des Prêts en Italie, à Rome

Département des Prêts dans les autres Pays Membres

Département de l'Administration des Prêts

### Direction des Prêts dans les Pays Associés

Département des Prêts en Turquie

Département des Prêts dans les EAMA/PTOM

Département de l'Administration des Prêts

### Direction des Finances et de la Trésorerie

Emissions  
Trésorerie  
Comptabilité Générale

### Direction des Etudes

Etudes Economiques

Etudes Financières  
Documentation et Bibliothèque

### Direction des Affaires Juridiques

### Direction des Conseillers Techniques

Henri LENAERT, Secrétaire Général, Directeur

Michel LAUCHE, Conseiller  
Karl Georg SCHMIDT, Conseiller  
Hans HITZLBERGER, Directeur adjoint  
André ANNEZ de TABOADA, Conseiller  
Manfred TEICHERT, Conseiller

Armel BELLEC, Directeur  
Romeo dalla CHIESA, Directeur associé  
Giorgio RATTI, Conseiller principal  
Alfred KAWAN, Conseiller  
Helmuth CRAMER, Directeur adjoint  
Dennis KIRBY, Conseiller principal  
Gérard d'ERM, Conseiller  
Thomas HALBE, Conseiller  
Luciano ROTONDI, Conseiller  
Manfred THOMSEN, Conseiller  
Marc de BUYER, Conseiller

Dieter HARTWICH, Directeur \*  
Eugenio GREPPI, Directeur adjoint  
Jean-Pierre LACAILLE, Conseiller  
Jacques SILVAIN, Directeur adjoint  
Robert CORNEZ, Conseiller  
Jean-Marie PAYEN, Conseiller  
Robert ALLOO, Conseiller

N. .... Directeur \*\*  
Wolfgang THILL, Directeur adjoint, Directeur ad interim  
John VAN SCHIL, Conseiller  
Anthon PETERSEN, Conseiller

John H. WILLIAMS, Directeur  
Henri LEROUX, Directeur adjoint  
Jean-Paul JACQUOT, Conseiller  
Thomas OURSIN, Conseiller  
Desmond G. McCLELAND, Directeur adjoint  
Francis THOUVENEL, Conseiller

J. Nicolaas van den HOUTEN, Directeur  
Jörg KÄSER, Conseiller principal  
Bruno EYNARD, Conseiller  
Xavier HERLIN, Conseiller  
Michael KONSTAM, Conseiller

Marcello GOFFI, Directeur  
Hellmuth BERGMANN  
Giuseppe DURANTE  
Jacques FAUDON  
Robert LECLERCQ  
Ernst-Helmut LINDER  
Walter LOWENSTEIN-LOM  
Anant SWAMY  
Robert VERMEERSCH

\* Karl-Heinz DRECHSLER, jusqu'en août 1973.

\*\* Louis CASSAGNES, décédé le 22 décembre 1973.

# Unité de compte

## équivalences en monnaie nationale

La Banque Européenne d'Investissement utilise, pour l'établissement des comptes, du bilan et des statistiques d'activité, l'unité de compte définie à l'article 4, paragraphe 1, de ses Statuts. Sa valeur est de 0,88867088 gramme d'or fin.

Afin de rendre la présentation de l'activité de la Banque (pages 15 à 46 et 62 à 71 du présent rapport) aussi significative que possible en dépit des perturbations monétaires, les **taux de conversion utilisés pour l'établissement des statistiques des financements accordés et des emprunts émis** diffèrent depuis le 21 décembre 1971 dans la plupart des cas des parités sur la base desquelles les comptes et le bilan sont établis. Pour les opérations effectuées en 1973, les taux de conversion suivants ont été appliqués :

1 unité de compte (u.c.) =

Deutsche Mark (DM) : 3,49872 jusqu'au 18 mars; 3,39687 du 19 mars au 28 juin; 3,21978 à partir du 29 juin

Francs français (FF) : 5,55419

Livre sterling et irlandaise (£ et £ IR) : 0,46 jusqu'au 18 mars, 0,49 à partir du 19 mars

Lires italiennes (LIT) financières : 631,342 jusqu'au 19 mars, 694 du 20 mars au 30 juin, 738 à partir du 1<sup>er</sup> juillet

Francs belges et luxembourgeois (FB et FLUX) : 48,6572

Florins hollandais (FL) : 3,52282 jusqu'au 16 septembre, 3,35507 à partir du 17 septembre

Couronnes danoises (KRD) : 7,57831

Dollar des Etats-Unis (\$) : 1,08571 jusqu'au 13 février, 1,20635 à partir du 14 février

Francs suisses (FS) : 4,16915 jusqu'au 19 mars, 3,92 du 20 mars au 30 juin, 3,68 du 1<sup>er</sup> au 31 juillet, 3,40 du 1<sup>er</sup> au 31 août, 3,59 du 1<sup>er</sup> septembre au 30 novembre, 3,82 à partir du 1<sup>er</sup> décembre

Livres libanaises (£ LIB) : 2,99 en septembre

Eurco : voir définition page 47

Il s'agit :

- Pour les monnaies qui suivaient en 1973 un flottement concerté et pour le dollar, des taux centraux.
- Pour les monnaies flottant individuellement, des cours moyens de clôture au 29 décembre 1972 puis des cours moyens de clôture lors de la réouverture des marchés des changes au 19 ou 20 mars 1973, réajustés ensuite dans le cas d'une variation supérieure à  $\pm 5\%$  de la moyenne mensuelle des taux de change effectifs.
- Pour la livre libanaise, du cours moyen vendeur du mois d'août.

Pour l'établissement des comptes et du bilan (pages 54 à 60), la conversion en unités de compte des monnaies nationales, les plus importantes pour l'activité de la Banque, a été effectuée sur la base des parités déclarées au Fonds Monétaire International au 31 décembre 1973 :

1 unité de compte (u.c.) =

3,66	Deutsche Mark	0,416667	livre irlandaise
5,55419	francs français	50	francs luxembourgeois
0,416667	livre sterling	1,20635	dollar des Etats-Unis
625	lires italiennes	4,0841	francs suisses
50	francs belges	32,5714	drachmes grecques
3,62	florins hollandais	15	livres turques
7,50	couronnes danoises		



## Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>8</b>
<b>Financements accordés en 1973</b>	<b>15</b>
Prêts dans la Communauté	20
Opérations dans les Pays associés	33
<b>Financements accordés de 1958 à 1973</b>	<b>41</b>
<b>Ressources</b>	<b>46</b>
<b>Résultats de gestion</b>	<b>50</b>
<b>Administration</b>	<b>52</b>
<b>Etats financiers</b>	<b>54</b>
Bilan	54
Compte de profits et de pertes	56
Section Spéciale	57
Notes explicatives	58
<b>Déclaration du Comité de Vérification</b>	<b>61</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Financements accordés en 1973 Répartition par types de financement et par pays	16
Tableau 2 : Financements accordés en 1973 Répartition par secteurs	17
Tableau 3 : Financements dans la Communauté accordés en 1973 Répartition selon l'objectif économique dominant	23
Tableau 4 : Emprunts émis jusqu'en 1973	47
Tableau 5 : Liste des projets financés en 1973	62
Tableau 6 : Financements accordés de 1958 à 1973 Répartition par types de financement et par pays	66
Tableau 7 : Financements accordés de 1958 à 1973 Répartition par secteurs	67
Tableau 8 : Financements dans la Communauté accordés de 1958 à 1973 Répartition selon l'objectif économique dominant	68
Tableau 9 : Financements dans la Communauté accordés de 1958 à 1973 Répartition selon les divers objectifs de politique économique	68
Tableau 10 : Financements dans la Communauté accordés en 1973 Répartition selon la technique de financement	69
Tableau 11 : Prêts globaux dans la Communauté de 1968 à 1973 Répartition par instituts intermédiaires	69
Tableau 12 : Affectations sur prêts globaux dans la Communauté Répartition par régions et par secteurs	70
Tableau 13 : Liste des emprunts émis en 1973	71

**Le montant des financements nouveaux accordés par la Banque Européenne d'Investissement en 1973, première année de la Communauté à neuf Etats membres, a atteint 816 millions d'unités de compte (1) contre 526,8 millions en 1972.**

La demande de prêts a été stimulée par l'évolution conjoncturelle : une phase d'expansion très vive a été accompagnée de fortes tensions inflationnistes que les Pays membres se sont tous efforcés de combattre par des mesures comportant des degrés divers de rigueur et de précocité.

Aussi bien pour l'Europe occidentale que pour l'Amérique du Nord et le Japon, 1973 a été l'une des périodes de croissance économique les plus vives depuis le commencement des années cinquante. L'intensité de la demande, la raréfaction et le renchérissement de la plupart des matières premières et des produits de base ont contribué à accélérer une hausse des prix, déjà forte en 1972. Cette tendance s'est même accentuée en fin d'année dans plusieurs pays bien que les signes avant-coureurs d'un ralentissement conjoncturel se soient progressivement manifestés dès le début du second semestre. Au cours des deux derniers mois, la crise pétrolière a provoqué une aggravation de l'augmentation des prix et a laissé prévoir, avec une acuité variable suivant les secteurs et suivant les pays, d'importantes modifications dans les structures et les rythmes de production, ainsi que dans les paiements extérieurs. D'une façon plus générale, elle a amorcé une transformation des termes de l'échange entre pays producteurs de pétrole, pays industrialisés et pays en voie de développement dépourvus de ressources pétrolières.

**Les conditions d'emprunts sur les marchés nationaux des capitaux et sur le marché international européen se sont tendues de plus en plus au cours des trois premiers trimestres.** A cette évolution ont contribué, en particulier, les vagues successives de spéculation sur le marché des changes, les tensions du côté de la demande de capitaux et une recrudescence de pressions inflationnistes alors que l'activité économique atteignait un niveau très élevé dans plusieurs pays simultanément. Au dernier trimestre, le resserrement du marché s'est encore accentué dans la crainte des conséquences probables de la pénurie de produits pétroliers et de la hausse extrêmement forte de leurs prix. Les crédits bancaires internationaux, à taux variable, ont échappé à la tendance générale et poursuivi une expansion remarquable.

L'adoption, dans la plupart des pays membres, d'une série de mesures destinées à combattre l'inflation, alors que la demande de capitaux augmentait fortement, a intensifié la tendance à la hausse des taux d'intérêt. Sur un certain nombre de marchés, les taux à court terme ont atteint des niveaux inconnus jusqu'alors et accru les difficultés de financement sur le marché obligataire dont ils ont détourné des capitaux qui s'y seraient normalement investis.

Le marché italien à long terme a constitué la seule exception à la poussée

---

(1) Sauf indication contraire, tous les montants cités sont exprimés en unités de compte (cf. page 6). Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux obtenus par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondissement.



générale des taux d'intérêt du fait des dispositions prises par les autorités pour régulariser le volume des émissions nouvelles et, à partir du milieu de l'année, des mesures destinées à décourager les placements à l'étranger. Ces dernières mesures ont contribué à accroître les difficultés du marché international des capitaux qui souffrait déjà de la hausse des taux de rendement sur le marché secondaire et d'une contraction sévère du volume des émissions nouvelles, particulièrement dans le compartiment des titres libellés en dollars.

Le taux de croissance du produit national brut de la **Communauté** a atteint environ 5,7 % (1) en 1973 contre 3,7 % en 1972 et 4,6 % en moyenne de 1960 à 1971. L'expansion a été soutenue par le développement des exportations, y compris celles des Pays membres dont les monnaies ont été réévaluées, ainsi que par le niveau élevé de la demande intérieure que stimulaient de fortes augmentations de salaires et, dans de nombreux cas, une propension à la dépense renforcée par l'inflation. En outre, les entreprises ont accéléré leurs investissements, à la fois par nécessité d'accroître les capacités de production et par souci de réaliser des modernisations que la forte hausse des coûts salariaux rendait plus urgentes. L'offre d'emploi s'est accrue dans l'ensemble; cependant, des inadaptations entre offre et demande ont maintenu dans plusieurs régions un chômage supérieur à ce que le niveau général d'activité laissait escompter. Au cours du dernier trimestre, l'activité industrielle a progressé dans l'ensemble de la Communauté à un rythme un peu moins vigoureux, mais la montée des prix s'est poursuivie à des taux élevés.

En **Allemagne**, l'expansion de la production et la hausse des prix, particulièrement vives au printemps, ont été progressivement modérées au cours de l'automne par les mesures anticycliques énergiques prises dès le début de l'année pour neutraliser l'afflux de liquidités, modérer le crédit et freiner la progression des dépenses publiques. A partir du printemps, la Banque Européenne d'Investissement a, en conformité avec la politique conjoncturelle du Gouvernement fédéral, limité ses financements au seul secteur de l'énergie. En dépit des réévaluations successives du Mark — les deux dernières de 3 % le 19 mars et de 5,5 % le 29 juin — le dynamisme des exportations a continué à soutenir la demande et a permis un nouvel accroissement de l'excédent de la balance commerciale.

En **France**, la croissance vigoureuse s'est accompagnée, au cours du second semestre, d'une accélération de la hausse des coûts et des prix que la réduction temporaire de la taxe à la valeur ajoutée avait pu momentanément contenir en début d'année. La crainte d'une détérioration de l'emploi, malgré une forte demande de main-d'œuvre industrielle qualifiée, a contribué à retarder le renforcement des mesures de freinage qui ont porté principalement sur la limitation des crédits et la surveillance de certains prix et marges commerciales. Les perspectives d'une évolution défavorable de la balance des paiements se sont trouvées aggravées en fin d'année par la hausse des coûts du pétrole. Le gouvernement a été ainsi amené à décider, en janvier 1974, de laisser le franc

---

(1) Tous les taux cités dans ce chapitre correspondent, sauf indication contraire, à une évolution en volume.

# Produit national brut dans la Communauté

Variations en % par rapport à l'année précédente





flotter indépendamment des autres monnaies communautaires pour une période de six mois.

Le **Royaume-Uni** a connu, principalement au premier semestre, une reprise économique sans précédent depuis de nombreuses années, mais la balance des paiements s'est encore dégradée. La situation de l'emploi s'est nettement améliorée, cependant un chômage important a subsisté dans certaines régions. Une recrudescence des mouvements sociaux et les premiers effets de la crise du pétrole ont toutefois assombri les perspectives de croissance durant le dernier trimestre.

La reprise de l'activité économique en **Italie**, amorcée durant les derniers mois de 1972, puis perturbée en début d'année par des conflits sociaux, s'est généralisée, puis accélérée pour la première fois depuis 1968-69, et la situation de l'emploi s'est redressée. La hausse des prix, extrêmement vive, n'a pu finalement être modérée qu'à partir de l'automne par des mesures de blocage partiel. Le déficit de la balance des paiements courants s'est encore accru, malgré une forte expansion des exportations.

Les **Pays-Bas** ont connu, malgré une expansion relativement modérée une hausse des coûts et des prix encore forte en dépit d'un ensemble de mesures portant notamment sur le crédit et les prix. Le 17 septembre, le florin a été réévalué de 5 % en vue de réduire les tensions inflationnistes importées de l'étranger.

A la reprise des investissements des entreprises a correspondu en **Belgique** une nette expansion économique. Le **Luxembourg** a profité d'une conjoncture sidérurgique favorable.

Au **Danemark**, la croissance de l'économie a été aussi vive qu'en 1972. L'investissement et les importations ont connu une certaine accélération de sorte que le déficit des paiements courants s'est encore accru.

Une forte augmentation des revenus agricoles, de l'investissement et des exportations a entraîné, pour l'**Irlande**, une expansion rapide, rompant avec le rythme lent des années antérieures; il en est résulté une légère amélioration de l'emploi, mais aussi une augmentation plus accentuée des prix et du déficit commercial.

Les **Etats associés** à la Communauté dans lesquels la Banque peut intervenir ont inégalement bénéficié de la haute conjoncture internationale et du renchérissement de la plupart des produits primaires; certains d'entre eux ont durement souffert d'une sécheresse exceptionnelle.

Le fléchissement accentué de la production agricole de la **Turquie** s'est traduit par une croissance du produit national brut moindre que l'année précédente — un peu plus de 6 % contre 7,6 % en 1972 — en dépit d'une poursuite satisfaisante du développement de la production industrielle. La hausse des prix en partie entretenue par la tendance générale à l'inflation, s'est poursuivie à un taux de l'ordre de 20 %.

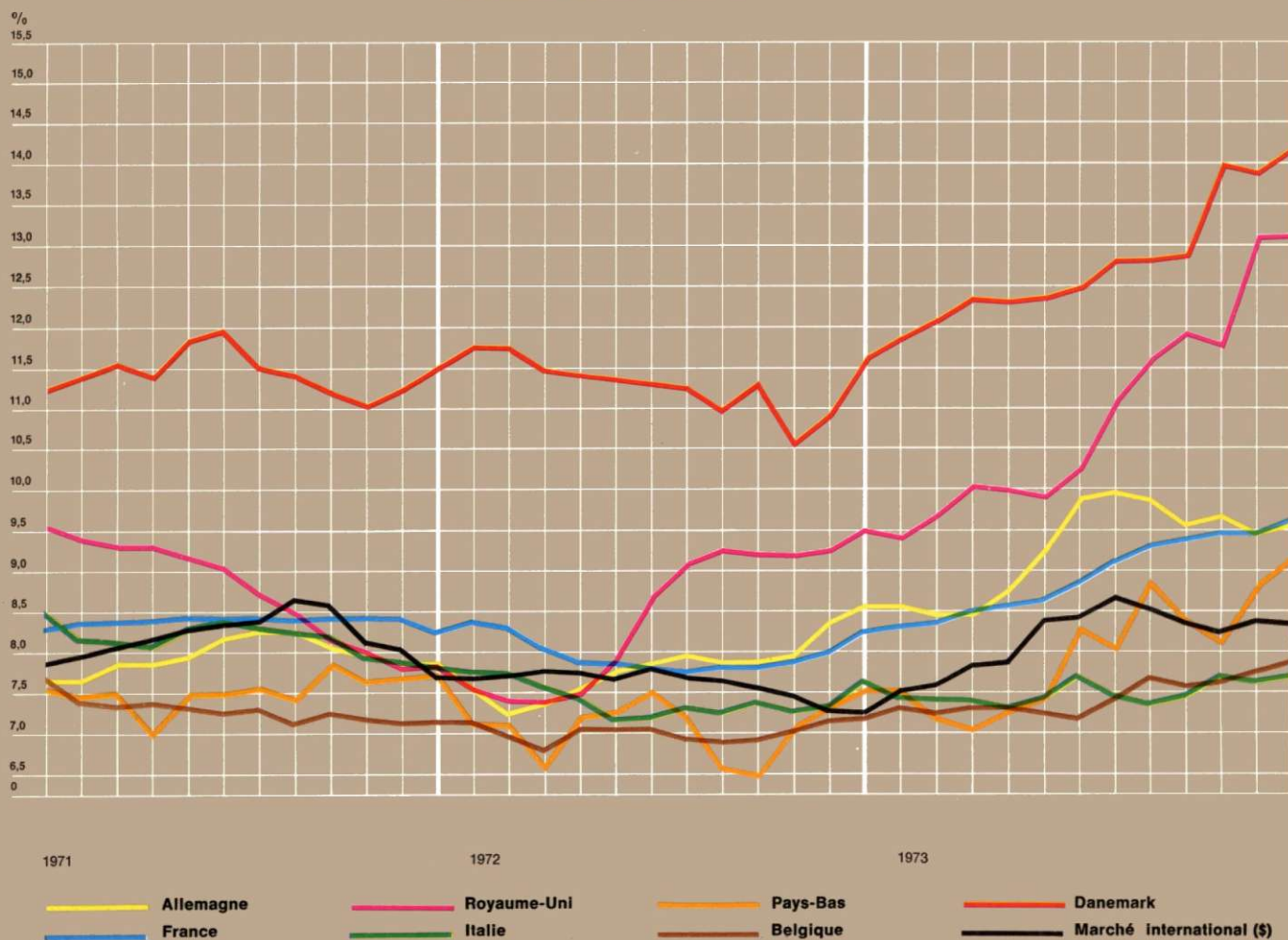
Le déficit commercial est resté important malgré une vive progression des exportations. Néanmoins, la balance des paiements courants s'est nettement améliorée.

liorée pour la seconde année consécutive et a même dégagé un excédent substantiel principalement grâce à l'augmentation des transferts de revenus des travailleurs turcs émigrés.

Dans le cadre de l'accord d'association conclu entre la Turquie et la Communauté, celle-ci a décidé le 30 juin 1973, à la demande du Gouvernement turc et sur avis favorable de la BEI, la mise en œuvre des dispositions de l'article 9 du Protocole financier. En conséquence, la Banque pourra accorder en Turquie des prêts sur ses ressources propres pour le financement de projets industriels du secteur privé à concurrence de 25 millions d'unités de compte d'ici 1976. Ce montant s'ajoute aux prêts à des conditions spéciales que la Banque est autorisée à accorder à la Turquie sur des fonds fournis par les Etats membres; cette aide est portée de 195 à 242 millions par le Protocole complémentaire signé

## Taux de rendement bruts des obligations

cotées en Bourse sur les différents marchés financiers dans la Communauté dont les caractéristiques des émetteurs se rapprochent le plus de celles des emprunts de la Banque. Aux fins de comparaison, pour le Royaume-Uni et le Danemark, les rendements capitalisés sur une base semestrielle ont été ramenés à une base annuelle.





à la suite de l'élargissement de la Communauté le 30 juin 1973 et dont les procédures de ratification sont en cours.

Parmi les **Etats Africains, Malgache et Mauricien Associés** (EAMA), les pays riverains du Golfe de Guinée et le Zaïre ont bénéficié de la hausse spectaculaire des cours des produits de base tandis que la plupart des pays du Sahel, frappés par une année de sécheresse plus catastrophique encore que les précédentes, ont souffert de très graves difficultés alimentaires.

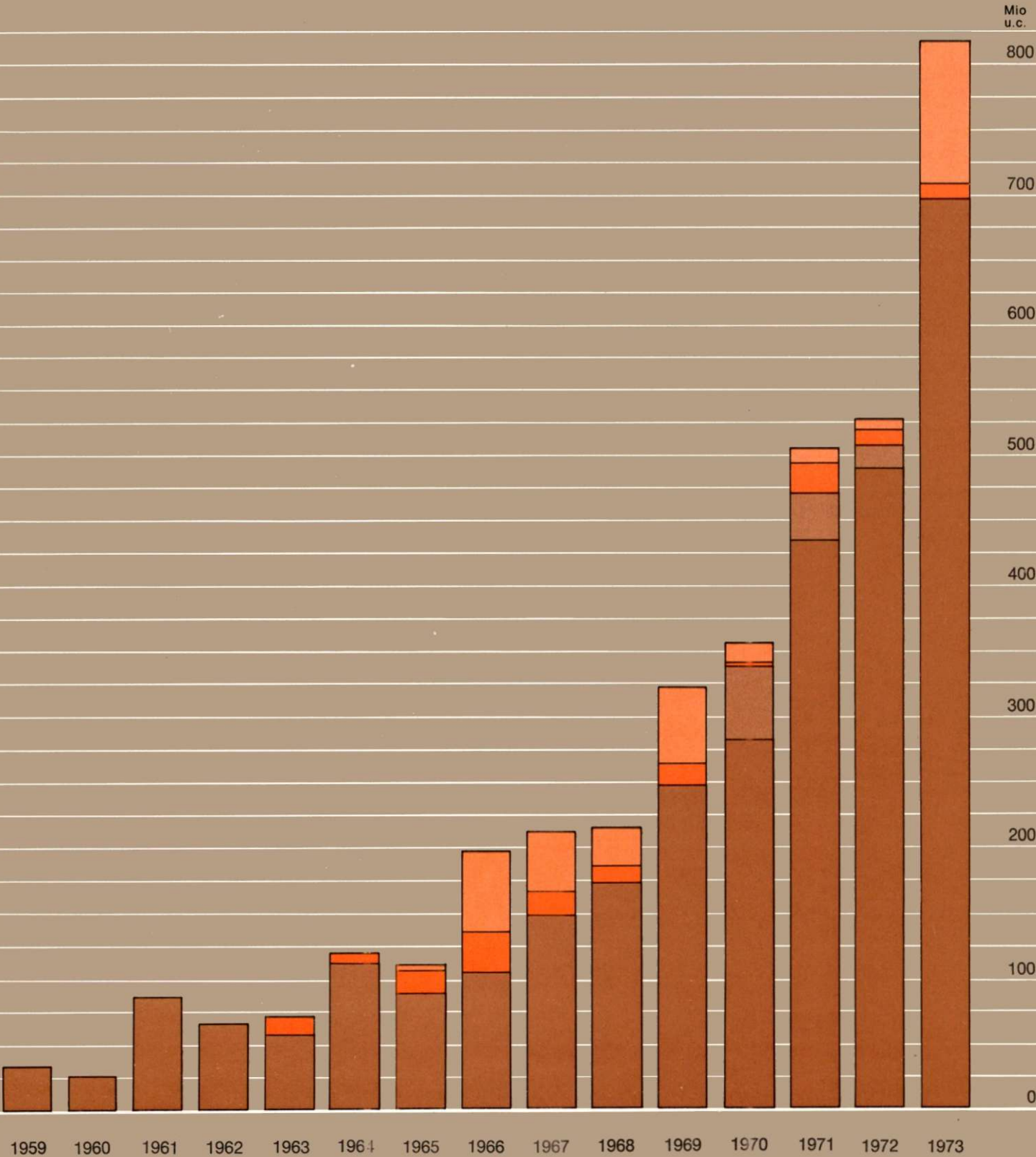
L'expansion des recettes d'exportation s'est trouvée fortement accélérée pour les EAMA dans leur ensemble; elle a même été supérieure à celle des importations pourtant stimulée par le climat inflationniste international. Producteurs de pétrole, le Gabon et le Congo vont se trouver privilégiés du point de vue des recettes fiscales et des entrées de devises, tandis que les autres EAMA auront pour la plupart à faire face à un coût plus élevé de leurs importations. Plusieurs pays ont connu une situation plus tendue de leurs finances publiques et ont dû accroître dans des proportions préoccupantes leurs recours à l'endettement extérieur.

La Banque participe, depuis le 25 juillet 1973, aux négociations entre la Communauté Economique Européenne, d'une part, et, de l'autre, les Etats Africains, Malgache et Mauricien Associés, les pays visés au Protocole n° 22 joint à l'Acte d'adhésion aux Communautés Européennes du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni, et certains autres Etats africains, soit plus de 40 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Elle participe également aux travaux préparatoires à la mise en œuvre d'une coopération financière de la Communauté avec plusieurs pays du Bassin méditerranéen et, en particulier, les trois pays du Maghreb et Malte. Ces diverses négociations pourraient entraîner, dans un proche avenir, une extension de l'activité de la Banque à un certain nombre de nouveaux pays associés.

La réduction des livraisons de pétrole par les principaux pays producteurs à partir de novembre 1973 a mis en évidence la précarité de l'**approvisionnement énergétique de la Communauté**. Les hausses massives du prix du pétrole brut intervenues en octobre et en décembre, ont bouleversé les données de l'économie mondiale. L'incidence brutale de la crise, la vulnérabilité inégale des différents secteurs et des différents pays sont destinées à rester longtemps encore au premier plan des préoccupations des instances tant nationales que communautaires. Pour sa part, la Banque Européenne d'Investissement s'emploiera dans toute la mesure de ses moyens à faciliter, par des concours financiers appropriés, les investissements nécessaires aux adaptations exigées par cette nouvelle situation. Elle s'efforcera notamment de développer ses contributions à la recherche d'un meilleur approvisionnement en énergie de la Communauté, tout en poursuivant ses financements en faveur d'un meilleur équilibre régional et du développement des Pays associés.

Activité annuelle de la Banque

- Prêts ordinaires intéressant directement la Communauté
- Prêts sur mandat et garanties dans les Pays membres
- Prêts ordinaires dans les Pays associés
- Opérations spéciales dans les Pays associés





# Financements accordés en 1973

**les nouveaux financements  
de la Banque  
ont atteint 816 millions**

Durant l'exercice, la Banque Européenne d'Investissement a signé 72 contrats de financement totalisant 816 millions d'unités de compte (1), contre 39 contrats pour 526,8 millions en 1972.

La progression de l'ordre de 55 % ainsi réalisée est imputable à la fois aux prêts ordinaires accordés par la Banque sur ses ressources propres — ils ont atteint 707,7 millions — et aux opérations à conditions spéciales. Celles-ci figurent pour un montant total de 108,3 millions, et sont conclues dans le cadre de la Section Spéciale sur des ressources budgétaires des Etats membres en Turquie et du Fonds Européen de Développement dans les Etats Africains, Malgache et Mauricien (EAMA) et dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) Associés.

Cette progression s'explique par :

**dont 96,5 millions  
dans les nouveaux  
Pays membres**

- Le démarrage des opérations de prêts dans chacun des nouveaux Pays membres : dès le premier exercice suivant l'élargissement de la Communauté, 8 prêts d'un montant total de 96,5 millions ont été consentis au Royaume-Uni, en Irlande et au Danemark.
- Des financements accrus pour des investissements d'intérêt commun européen, plus spécialement en faveur d'équipements contribuant à l'amélioration de l'approvisionnement de la Communauté en énergie.
- Le maintien de concours importants pour des projets d'intérêt régional dans les anciens Pays membres.
- Une reprise massive des opérations en Turquie (76,4 millions) s'ajoutant à une notable progression des opérations dans les EAMA et les PTOM, moins sur les ressources propres de la Banque (10,9 millions) que sur les ressources du Fonds Européen de Développement (31,9 millions).

**45 % pour l'industrie  
et les autres  
activités productives**

Les opérations en faveur d'investissements productifs ont très vivement progressé, principalement dans l'industrie, au cours de cette année marquée par une conjoncture économique particulièrement active : elles représentent 45 % de l'activité totale de la Banque contre 33 % l'année précédente. Les industries de transformation, souvent créatrices d'un nombre d'emplois relativement élevé, ont recueilli des montants importants, alors que la part des industries de base a été relativement modeste (cf. tableau 2). La production et la première transformation des métaux (91,2 millions), la mécanique et l'automobile (81,2 millions) et les industries alimentaires (29,8 millions) ont reçu les concours les plus importants.

---

(1) Sauf indication contraire, tous les montants cités sont exprimés en unités de compte (cf. page 6). Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux obtenus par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondissement.

Allemagne 204,5

Italie 181,9

France 170,6

Royaume-Uni 67,1

Irlande 22,6

Danemark 6,8

Hors-Communauté 43,3

EAMA prêts ord. 10,9

EAMA opérations spéc. 31,9

Turquie 76,4

Total : 816,1 Mio u.c.

Tableau 1 : **Financements accordés en 1973**

Répartition par type de financement et par pays

Pays	Nombre	Montant (millions u.c.)	% du total
<b>Opérations ordinaires</b>			
<b>Pays Membres</b>			
Danemark . . . . .	2	6,8	0,8
Allemagne . . . . .	18	204,5	25,1
France . . . . .	14	170,6	20,9
Irlande . . . . .	3	22,6	2,8
Italie . . . . .	10	181,9	22,3
Royaume-Uni . . . . .	3	67,1	8,2
Hors Communauté <sup>(1)</sup> . . . . .	2	43,3	5,3
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>696,8</b>	<b>85,4</b>
<b>Pays Associés</b>			
Cameroun . . . . .	1	1,8	0,2
Côte-d'Ivoire . . . . .	1	7,9	1,0
Gabon . . . . .	1	1,2	0,1
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>10,9</b>	<b>1,3</b>
<b>Total des opérations ordinaires . .</b>	<b>55</b>	<b>707,7</b>	<b>86,7</b>
<b>Opérations spéciales <sup>(2)</sup></b>			
Turquie . . . . .	9	76,4	9,4
<b>EAMA-PTOM</b>			
Cameroun . . . . .	2 <sup>(3)</sup>	9,4	1,1
Côte-d'Ivoire . . . . .	2	13,8	1,7
Haute-Volta . . . . .	1	5,0	0,6
Sénégal . . . . .	1 <sup>(4)</sup>	1,0	0,1
La Martinique (DOM) . . . . .	1	0,6	0,1
La Réunion (DOM) . . . . .	1	2,1	0,3
<b>Total EAMA-PTOM</b>	<b>8</b>	<b>31,9</b>	<b>3,9</b>
<b>Total des opérations spéciales . .</b>	<b>17</b>	<b>108,3</b>	<b>13,3</b>
<b>Total général . . . . .</b>	<b>72</b>	<b>816,1</b>	<b>100,0</b>

(1) Projet Trans-Austria Gasline pour l'approvisionnement en gaz naturel de l'Italie (23,5 millions) et de la France (19,8 millions); financements effectués en vertu de l'art. 18 par. 1 al. 2 des Statuts de la Banque. Les prêts intéressant la France et l'Italie atteignent respectivement 190,4 et 205,4 millions si l'on tient compte de ces deux prêts.

(2) Opérations à conditions spéciales sur les ressources des Etats membres (Turquie) et du Fonds Européen de Développement (EAMA-PTOM) comptabilisées dans la Section Spéciale de la Banque.

(3) Dont une contribution à la formation de capitaux à risques pour un montant de 0,54 million.

(4) Contribution à la formation de capitaux à risques.

Energie, Eau 231,4

Transports 89,2

Télécommunications 128,9

Agriculture, Forêts, Pêche 12,4

Industrie et services 354,2

Total : 816,1 Mio u.c.

Tableau 2 : Financements accordés en 1973

Répartition par secteurs (y compris les affectations sur prêts globaux)

Secteurs	Nombre		Montant		% du total
	Prêts et participations	Affectations sur prêts globaux	Total (millions u.c.)	dont affectations sur prêts globaux (millions u.c.)	
<b>Travaux d'infrastructure . . . . .</b>	<b>32</b>	<b>—</b>	<b>449,5</b>	<b>—</b>	<b>55,1</b>
Energie . . . . .	13	—	227,8	—	27,9
Centrales électriques . . . . .	9	—	154,2	—	18,9
Gazoducs . . . . .	2	—	43,3	—	5,3
Autres . . . . .	2	—	30,3	—	3,7
Alimentation en eau et distribution	4	—	3,6	—	0,4
Transports . . . . .	10	—	89,2	—	10,9
Chemins de fer . . . . .	3	—	31,4	—	3,8
Routes et ouvrages d'art . . . . .	5	—	45,7	—	5,6
Transports maritimes et fluviaux	1	—	3,5	—	0,4
Transports aériens . . . . .	1	—	8,6	—	1,1
Télécommunications . . . . .	5	—	128,9	—	15,8
<b>Agriculture, Industrie et Services</b>	<b>40</b>	<b>46</b>	<b>366,6</b>	<b>29,1</b>	<b>44,9</b>
Agriculture - Forêts - Pêche . . . . .	2	—	12,4	—	1,5
Industrie (1) . . . . .	36	45	352,0	29,0	43,1
Industries extractives* . . . . .	—	2	1,4	1,4	0,1
Production et première transformation des métaux* . . . . .	7	1	91,2	1,7	11,2
Matériaux de construction* . . . . .	2	4	7,3	1,3	0,9
Industrie du bois . . . . .	—	5	2,1	2,1	0,3
Verre et céramique . . . . .	2	—	8,1	—	1,0
Industrie chimique* . . . . .	3	—	10,4	—	1,3
Ouvrages en métaux et mécanique . . . . .	2	12	11,9	6,8	1,5
Automobiles, matériel de transport . . . . .	4	1	69,3	0,2	8,5
Construction électrique, électronique . . . . .	1	—	2,7	—	0,3
Produits alimentaires . . . . .	6	7	29,8	6,2	3,6
Textiles et cuirs . . . . .	—	10	5,6	5,6	0,7
Pâte à papier - papier* . . . . .	1	1	22,0	2,0	2,7
Transformation du caoutchouc et matières plastiques . . . . .	—	2	1,7	1,7	0,2
Prêts globaux . . . . .	8	—	88,5 (2)	—	10,8
Services . . . . .	2	1	2,2	0,1	0,3
Tourisme . . . . .	1	—	1,2	—	0,2
Autres services (activités de pré-investissement et assistance technique) . . . . .	1	1	1,0	0,1	0,1
<b>Total général . . . . .</b>	<b>72</b>	<b>46</b>	<b>816,1</b>	<b>29,1</b>	<b>100,0</b>

(1) Dont industries de base (marquées d'un astérisque) 132 millions.

(2) Différence entre les prêts globaux accordés en 1973 (117,6 millions) et les affectations réalisées au cours de cette même année sur des prêts globaux consentis en 1973 et les années précédentes (29,1 millions).







Sept prêts en faveur de la construction de centrales nucléaires ont été accordés en 1973, totalisant 134,7 millions. La BEI a ainsi participé aux efforts de la Communauté pour s'assurer de meilleures conditions d'approvisionnement en énergie. Au total, ce sont 735,4 millions qui, depuis 1958, ont été consacrés au secteur de l'énergie.

**55 % pour les infrastructures  
227,8 millions  
pour l'énergie**

Les prêts accordés en 1973 pour des investissements en infrastructures totalisent 449,5 millions contre 354,1 millions en 1972. Leur part dans l'activité totale de la Banque a toutefois fléchi de 67 % à 55 %. L'augmentation des concours pour la production et le transport de l'énergie (227,8 millions contre 160,3 millions en 1972) ainsi que pour les télécommunications (128,9 millions contre 85,6 millions) a plus que compensé la diminution des financements pour des infrastructures de transports (89,2 millions contre 108,2 millions).

En dépit de la hausse des prix, le montant moyen des interventions de la Banque par opération individuelle s'est abaissé de 13,5 millions en 1972 à 11,3 millions en raison de l'importance accrue des financements à l'industrie, d'un montant unitaire généralement moins élevé.

**117,6 millions  
pour des investissements  
de faible dimension**

En fait, les financements de moindre montant unitaire ont pu être développés très au-delà de ce que révèlent ces moyennes, grâce au système du prêt global accordé à des instituts de financement pour être ensuite affecté par fractions, après accord de la Banque Européenne d'Investissement, essentiellement au profit de projets de faible dimension présentant un intérêt régional. En 1973, huit prêts globaux ont été consentis pour un montant total de 117,6 millions, contre trois, pour 33,2 millions, en 1972. Par rapport aux investissements de la Banque dans les secteurs de la production, les prêts globaux ont représenté 32 % en 1973, contre 19 % en 1972 et 8 % en 1971. Ils permettront de financer quelque deux cents initiatives. Quarante-six affectations d'un montant total de 29,1 millions ont été approuvées en 1973, ce qui correspond à une moyenne de 0,6 million par affectation, contre 9 millions pour les prêts individuels à des industries plus importantes.

La Banque peut ainsi favoriser la constitution d'un tissu diversifié d'entreprises industrielles, complément indispensable des infrastructures et des grandes unités de production qu'elle finance par ses concours individuels et où l'investissement par emploi créé est le plus souvent élevé.

Le total des immobilisations des projets financés en 1973 est d'environ 3,3 milliards. La participation de la Banque au financement de celles-ci s'établit en moyenne à 25 %, comme l'année précédente. Les affectations sur prêts globaux contribuent au financement d'une part plus importante des investissements, 31 % en moyenne.

*Pour augmenter la diversification des ressources énergétiques, la BEI a accordé deux concours d'un montant total de 43,3 millions à Ente Nazionale Idrocarburi et Gaz de France pour la construction en Autriche d'un gazoduc destiné à acheminer du gaz d'Union Soviétique vers le réseau de gazoducs communautaire. C'est la première fois qu'a été autorisé le financement d'un projet dans un pays européen extérieur à la Communauté.*

**696,8 millions  
des prêts intéressant  
la Communauté élargie**

## **Prêts dans la Communauté\***

En 1973, 52 prêts pour un montant total de 696,8 millions ont été consentis pour des projets situés sur le territoire de la Communauté ou présentant un intérêt direct pour celle-ci, contre 29 prêts et une garantie pour 505,9 millions en 1972.

Le total comprend 96,5 millions pour les huit premières opérations dans les trois nouveaux Pays membres et 42 prêts pour 557 millions dans les anciens Pays membres soit, en ce qui concerne ces derniers, 10 % de plus qu'en 1972.

A cela s'ajoutent deux prêts représentant 43,3 millions à ENI et Gaz de France pour le financement du projet Trans-Austria Gasline, qui, localisé en Autriche, est destiné à acheminer le gaz naturel en provenance d'Union soviétique vers le réseau de gazoducs de la Communauté. Ce projet, en raison de son intérêt commun à plusieurs Etats membres, a été l'occasion de la première application, en dehors des Pays associés, de la clause statutaire qui permet au Conseil des Gouverneurs de la Banque d'autoriser celle-ci à accorder son concours pour un projet localisé en dehors de la Communauté.

**nouvelle expansion  
des prêts d'intérêt  
commun européen**

La répartition des projets financés par la Banque dans la Communauté en 1973 selon les objectifs de politique économique correspondant aux tâches définies par l'article 130 du Traité de Rome figure aux tableaux 3, 8 et 9, pages 23 et 68.

A cet égard, la forte progression des prêts pour des projets d'intérêt commun européen est le fait marquant de l'exercice. Avec 266,8 millions ces prêts constituent plus de 38 % de l'activité intéressant les Pays membres. L'augmentation de 76 % de ces opérations par rapport à 1972 est d'autant plus significative qu'elle fait suite à la progression de près de 90 % réalisée l'année précédente par rapport à 1971.

**219,2 millions  
pour l'approvisionnement  
en énergie**

Plus de quatre cinquièmes — soit 219,2 millions — des opérations d'intérêt commun européen sont destinées à améliorer l'approvisionnement en énergie de la Communauté. En particulier, sept prêts d'un montant total de 134,7 millions ont été consacrés à la construction de centrales nucléaires. Le complément a été affecté au financement d'une centrale hydro-électrique, à la construction de gazoducs, à l'acquisition de plates-formes pour la prospection d'hydrocarbures en mer et à la fabrication de matériel de forage. Ces réalisations ont trouvé une justification supplémentaire dans la crise pétrolière survenue en fin d'année.

L'intérêt commun européen a également justifié un prêt de 18 millions pour l'amélioration des liaisons ferroviaires entre la France et l'Italie et un prêt de 28,2 millions pour une section de l'Autoroute des Tunnels en Italie du Nord, en direction du Simplon. Enfin, l'intérêt général que revêt pour la Communauté la protection de l'environnement a motivé, pour la première fois, un prêt pour des installations de dépoussiérage des fumées d'une aciérie en Allemagne.

\* Y compris deux prêts pour un projet localisé en Autriche intéressant directement la Communauté (financements effectués en vertu de l'article 18, par. 1, al. 2 des Statuts de la Banque).











L'indépendance énergétique de la Communauté passe par la mise en valeur des ressources localisées en Europe ou sur le plateau continental. C'est ainsi que la BEI a été amenée à contribuer par un prêt de 24,4 millions au financement de deux plates-formes pour la prospection d'hydrocarbures en mer.

### les concours au développement régional gardent la première place

Les prêts en faveur de projets localisés dans des régions où se posent des problèmes de développement ou de conversion ont néanmoins conservé la première place, avec 424,5 millions contre 341,8 millions en 1972, soit près de 61 % des crédits accordés dans les Pays membres.

Environ un tiers de ces prêts concerne l'Italie, puis, par ordre décroissant, la France et l'Allemagne. C'est aussi l'intérêt régional qui a justifié l'ensemble des premiers financements accordés au Royaume-Uni, en Irlande et au Danemark.

Tableau 3 : **Financements dans la Communauté (1) accordés en 1973**

Répartition selon l'objectif économique dominant (2)

	Montant (millions u.c.)	%
<b>1. Développement régional et conversion (art. 130 a et 130 b du Traité de Rome)</b>		
Danemark . . . . .	6,8	1,6
Allemagne . . . . .	77,3	18,2
France . . . . .	121,4	28,6
Irlande . . . . .	22,6	5,3
Italie . . . . .	129,3	30,5
Royaume-Uni . . . . .	67,1	15,8
<b>Total</b>	<b>424,5</b>	<b>100,0</b>
<b>2. Modernisation et conversion d'entreprises, et restructuration sectorielle (art. 130 b du Traité de Rome)</b>		
	5,5	—
<b>3. Intérêt commun européen (art. 130 c du Traité de Rome)</b>		
Energie (production et distribution) . . . . .	219,2	82,2
Centrales nucléaires . . . . .	134,7	—
Centrale hydro-électrique . . . . .	16,2	—
Gazoduc . . . . .	43,3	—
Matériel de forage . . . . .	25,0	—
Transport . . . . .	46,2	17,3
Chemins de fer . . . . .	18,0	—
Autoroute . . . . .	28,2	—
Protection de l'environnement . . . . .	1,4	0,5
<b>Total</b>	<b>266,8</b>	<b>100,0</b>

(1) Y compris deux prêts d'un montant total de 43,3 millions pour un projet localisé en Autriche (financements effectués en vertu de l'article 18 par. 1 al. 2 des Statuts de la Banque).

(2) Répartition des projets financés selon les objectifs de politique économique assignés à la BEI par l'article 130 du Traité de Rome en prenant pour critère l'objectif principal pour ceux des projets qui répondent à plusieurs objectifs à la fois.

**205,4 millions**  
**— 30 % des financements —**  
**concernent l'Italie**

**principalement les**  
**infrastructures et les**  
**industries du Mezzogiorno**

Les concours à finalité régionale ont été de plus en plus conçus de façon à renforcer des initiatives industrielles de dimension modeste. Plus du quart du total des prêts dans les Pays membres a été accordé à ce titre sous forme de six prêts globaux pour un montant de 109,6 millions, à des instituts de financement intermédiaires qui l'utiliseront, après accord de la Banque, pour le financement de projets de faible dimension. L'intérêt de cette forme de financement a été souligné au chapitre précédent.

Trente-neuf affectations pour un montant total de 24,5 millions ont été décidées sur les divers prêts globaux en cours (voir tableau 12, page 70).

Compte tenu du prêt accordé pour la partie du gazoduc Trans-Austria Gasline, destinée à son approvisionnement, l'Italie reste le principal pays concerné par les prêts de la Banque avec 205,4 millions (150,1 milliards de liras), soit environ 30 % des concours intéressant les Pays membres. Ce montant n'atteint pas, cependant, celui des deux exercices précédents. En effet, les problèmes administratifs inhérents à la mise en application de la loi de 1971 pour le Mezzogiorno, une situation conjoncturelle encore peu favorable en début d'année, les risques de change résultant de la situation monétaire, l'abondance des liquidités sur le marché intérieur et le niveau des taux d'intérêt relativement bas maintenu par les autorités italiennes ont continué à freiner le développement des opérations dans ce pays.

Trois des opérations en Italie présentent un intérêt commun européen, à savoir un prêt de 28,2 millions pour la section Voltri-Alessandria de l'Autoroute des Tunnels, qui assurera une meilleure liaison entre Gênes et les tunnels du Simplon et du Mont Blanc, un prêt de 24,4 millions pour l'acquisition par la SAIPEM, filiale du groupe ENI, de deux plates-formes semi-submersibles pour la prospection d'hydrocarbures en mer, et le prêt de 23,5 millions à l'ENI pour la part intéressant l'Italie du coût du gazoduc destiné à acheminer à travers l'Autriche le gaz naturel en provenance de l'Union Soviétique.

Mais l'essentiel des crédits a été consenti en faveur des régions du Midi et des Iles.

Les concours à l'amélioration des télécommunications ont été poursuivis par l'octroi de deux prêts totalisant 58,6 millions (42 milliards de liras) pour le renforcement de l'équipement téléphonique de la Calabre et de la Sardaigne.

Les autres prêts (70,6 millions) sont destinés au secteur industriel. Ils ont été accordés par l'intermédiaire d'instituts de financement, l'Istituto Mobiliare Italiano — IMI —, l'Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia — IRFIS —, l'Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale — ISVEIMER —, le Credito Industriale Sardo — CIS — et la section de crédit industriel du Banco di Napoli. Ces opérations comportent quatre prêts individuels. Le plus important d'entre eux concerne la construction d'une usine de moteurs d'automobile FIAT à Termoli en Molise (25,8 millions ou 19 milliards de liras), et les autres, l'agrandissement d'une usine de fer-blanc et de tôles galvanisées à Naples, l'extension d'une cimenterie et la construction d'une usine de matériel de télécommunications en Sicile. Enfin, la Banque a consenti au





*L'essentiel des prêts accordés en Italie a été destiné aux projets situés dans le Mezzogiorno dont le développement continue d'être une des priorités de la Banque. Dans l'ensemble de la Communauté également, les prêts en faveur du développement régional ont conservé la première place avec 424,5 millions, soit environ 61 % des crédits accordés dans les Pays membres.*









*Les premières interventions de la BEI en Irlande concernent des projets de développement régional. Trois prêts, d'un montant total de 22,6 millions, ont été accordés pour l'extension du réseau téléphonique, la modernisation de sucreries et la création d'une usine de concentrés de protéines pour l'alimentation animale.*

**en Allemagne, 127,2 millions  
sur 204,5 pour des projets  
d'intérêt commun dont  
trois centrales nucléaires**

CIS et à l'ISVEIMER deux prêts globaux, l'un de 13,5 et le second de 20,3 millions (10 et 15 milliards de liras) qui seront affectés à diverses initiatives industrielles de petite et moyenne dimension.

La Banque a contribué en **Allemagne** au financement de 15 projets pour un montant total de 204,5 millions (677 millions de Deutsche Mark). Mais les deux tiers de ce montant sont allés à des projets d'intérêt commun européen.

Il s'agit tout d'abord, à concurrence de 119,7 millions (396 millions de Deutsche Mark) de trois centrales nucléaires : la centrale à haute température d'Uentrop en Rhénanie du Nord-Westphalie, prototype qui met en œuvre une technologie de pointe, et les centrales plus classiques de Biblis en Hesse, et de Neckarwestheim-Gemmrigheim en Bade-Wurtemberg.

Trois prêts de moindre importance figurent également dans cette catégorie des financements d'intérêt commun européen. L'un a été consenti, conformément aux objectifs communautaires de modernisation et de conversion en matière de pêche, pour l'achat de deux chalutiers-congélateurs. Un autre a contribué au développement de la production de matériel de forage à Uetze en Basse-Saxe. Enfin, un prêt a été octroyé pour des installations d'aspiration et de dépoussiérage des fumées dans une aciérie en Rhénanie du Nord-Westphalie au titre de la protection de l'environnement.

Les neuf autres prêts, pour un total de 77,3 millions (257 millions de Deutsche Mark) doivent contribuer à la réalisation d'un meilleur équilibre régional en Allemagne. A l'exception de celui qui a été consenti en Basse-Saxe pour l'extension des réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel, ils s'appliquent tous à des projets industriels. Parmi ceux-ci figurent l'usine d'aluminium de première fusion de Stade et la fabrique de produits pharmaceutiques de Cuxhaven également implantées en Basse-Saxe. Les financements accordés pour une usine d'engins et de matériel de chantier à Ellerau et pour l'extension d'ateliers de production de porcelaines sanitaires et de carreaux à Lübeck-Dänischburg intéressent le Schleswig-Holstein.

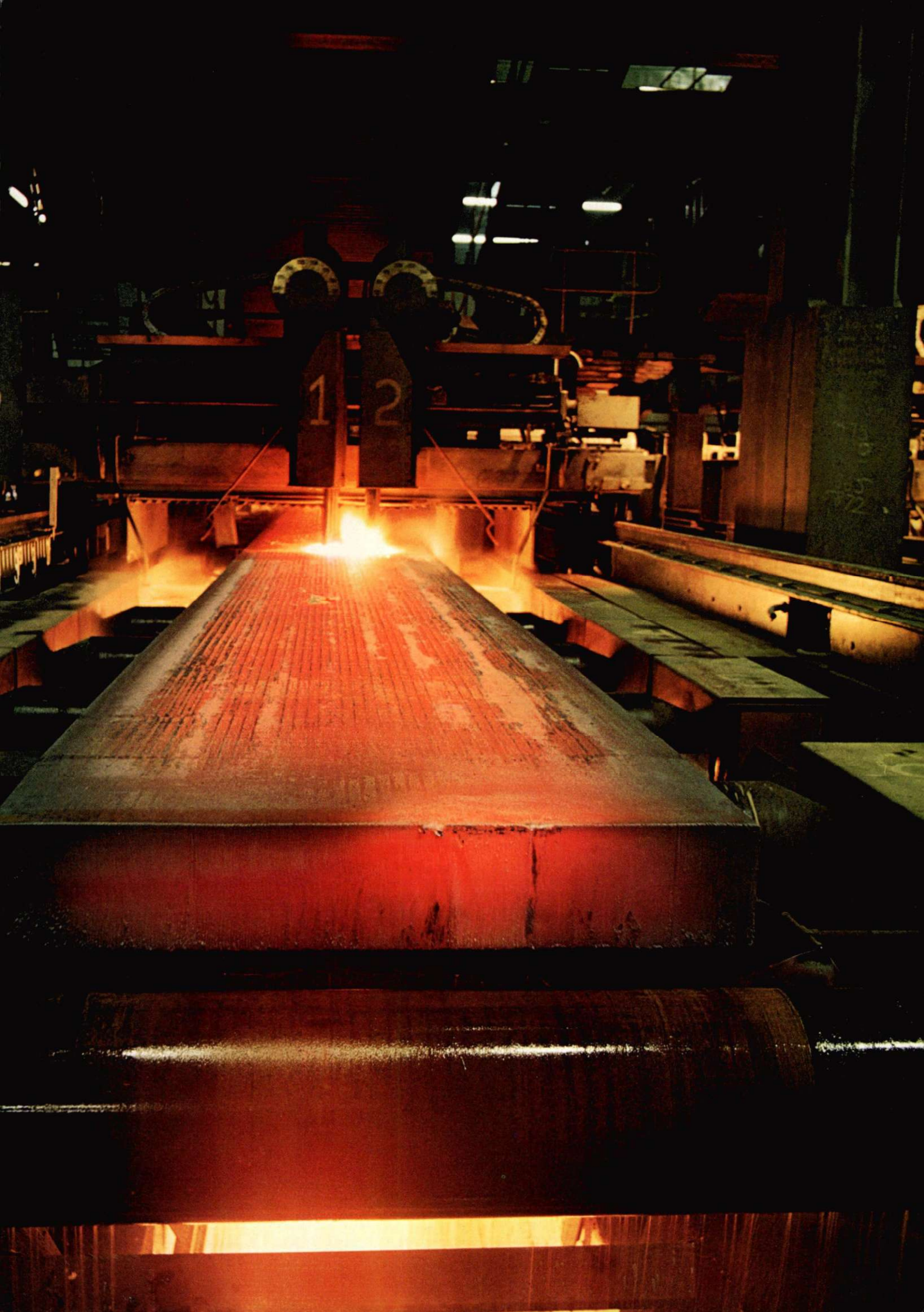
Deux prêts ont aussi été consentis pour des usines localisées en Sarre, l'un pour le financement d'un train à petits fers, l'autre pour un établissement de fabrication de pièces automobiles. Dans le secteur automobile une autre intervention concerne les ateliers de montage de la Société BMW à Dingolfing en Bavière. Enfin, un prêt global a été accordé à l'Industriekreditbank AG et doit faire l'objet d'affectations pour le financement de projets industriels de petite et moyenne dimension dans les régions de développement ou de conversion.

Les 14 prêts accordés en **France**, pour un montant total de 170,6 millions (947,3 millions de francs français), ont été destinés à raison de 71 % à des investissements d'intérêt régional.

Les autres interventions, auxquelles on peut ajouter le prêt de 19,8 millions accordé à Gaz de France pour la partie du gazoduc Trans-Austria Gasline concernant cet établissement, présentent un intérêt commun européen. Sont classées dans cette catégorie, les concours destinés à la centrale hydro-électrique

**en France  
170,6 millions de prêts  
pour une centrale nucléaire  
et une centrale hydraulique**







Au Royaume-Uni, la Banque a commencé ses opérations par l'octroi de trois prêts, d'un montant total de 67,1 millions, en faveur d'investissements industriels dans des régions à convertir ou à développer. Il s'agit d'un « prêt global » pour le financement d'une série de projets de petite et moyenne dimension, et de deux concours pour la réalisation de complexes sidérurgiques.

### **des projets d'infrastructures d'intérêt régional**

de Gambsheim en Alsace, à la deuxième tranche de la centrale nucléaire de Bugey dans la région Rhône-Alpes et à l'accroissement des capacités de transport de la liaison ferroviaire Culoz-Chambéry-Modane avec l'Italie.

Les concours destinés à des investissements d'intérêt régional sont allés en majeure partie à des infrastructures. La prépondérance de ces dernières qui représentent en 1973 plus de 68 % du total général reste d'ailleurs l'une des caractéristiques des opérations en France.

Parmi les infrastructures d'intérêt régional ayant fait l'objet de prêts de la Banque, il faut mentionner le renforcement et l'extension de l'adduction d'eau en Bretagne, et l'équipement en rames à turbines à gaz des liaisons ferroviaires interrégionales de Lyon à Bordeaux, à Nantes et à Strasbourg. Les deux concours pour l'extension et la modernisation des télécommunications dans les régions Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes portent à 159,3 millions (879,6 millions de francs français) le total des concours accordés depuis 1967 pour le développement des télécommunications dans des régions moins développées de France.

Les deux principales interventions en faveur du secteur industriel consistent en deux prêts globaux d'un total de 48 millions (266,6 millions de francs français) accordés au Crédit National et à la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel pour le financement de projets de faible dimension principalement dans les régions de développement ou de conversion.

Deux prêts directs ont en outre été consentis, l'un pour une « mini-acierie » avec four électrique et laminoir continu à Toulon, l'autre pour une usine de porcelaines sanitaires à Bischwiller en Alsace.

### **premiers prêts pour 67,1 millions dans le Royaume-Uni**

La Banque a commencé ses opérations au **Royaume-Uni** dès la première année suivant l'adhésion de ce pays à la Communauté, par l'octroi de trois prêts pour un montant total de 67,1 millions (32,9 millions de livres sterling), en faveur d'investissements industriels dans des régions à convertir ou à développer.

Il s'agit tout d'abord d'un prêt global de 7,1 millions (3,5 millions de livres sterling) à l'Industrial and Commercial Finance Corporation Ltd. (ICFC) qui en affectera le montant, après agrément de la Banque, au financement d'initiatives de petite et moyenne dimension, dans des régions qui souffrent d'un retard de développement ou dont la situation appelle une conversion de leurs activités traditionnelles.

Par deux autres prêts d'un montant de 30 millions (14,7 millions de livres sterling) chacun la Banque a participé au financement de deux projets de la British Steel Corporation. Le premier concerne des installations de préparation des charges du complexe sidérurgique de Teesside dans le Nord de l'Angleterre où le taux de chômage reste très supérieur à la moyenne nationale. Le second porte sur la construction d'un troisième haut fourneau et d'autres installations d'approvisionnement devant permettre l'augmentation de la production de coils laminés à chaud de l'usine sidérurgique de Llanwern, à proximité immédiate des zones de conversion du sud du Pays de Galles.







*Les deux premiers prêts intéressant le Danemark ont concerné les infrastructures du Groenland, priorité justifiée par le caractère déshérité de cette région. Des installations portuaires sur la côte sud-ouest et une centrale thermique à Godthaab, la capitale administrative, ont bénéficié de concours d'un montant total de 6,8 millions.*

**en Irlande, 22,6 millions  
pour les télécommunications**

Trois prêts d'un montant total de 22,6 millions (11,1 millions de livres irlandaises) ont été accordés en **Irlande**. Le plus important, de 15,3 millions (7,5 millions de livres irlandaises), contribuera au financement de l'extension des télécommunications dans un pays où la densité téléphonique et le taux d'automatisation sont actuellement très inférieurs à ce qu'ils sont ailleurs dans la Communauté. Les deux autres intéressent des industries agricoles et alimentaires : modernisation et rationalisation de sucreries dans les comtés de Carlow et de Cork ce qui aidera la production sucrière irlandaise à rester compétitive dans les conditions de la Communauté; création à Cork d'une usine de concentrés de protéines, et de services annexes destinés à faciliter l'introduction de méthodes d'élevage intensif en vue de l'exportation vers d'autres pays de la Communauté.

**et pour des industries  
liées à l'agriculture**

Cette activité de la Banque répond aux recommandations du Protocole n° 30 annexé au Traité d'adhésion qui invite les institutions de la Communauté à mettre en œuvre tous les moyens pour contribuer au développement économique et à l'industrialisation de l'Irlande, à l'élimination du sous-emploi qui y sévit et à la réduction des disparités de revenus importantes dont ce pays, handicapé par sa situation périphérique, souffre vis-à-vis des autres Pays membres.

**6,8 millions pour les ports  
et l'électricité au Groenland**

Les deux premiers prêts consentis au **Danemark** pour un montant de 6,8 millions (51,2 millions de couronnes danoises) seront utilisés au Groenland pour le financement d'installations portuaires à Frederikshaab, Narssaq et Julianehaab, le long de la côte sud-ouest, et d'une centrale thermique à Godthaab, la capitale administrative. Ces deux prêts contribueront à améliorer les conditions d'existence et le niveau de vie sur un territoire particulièrement déshérité et éloigné du reste de la Communauté. Le développement des équipements portuaires intéresse directement la pêche, source essentielle de revenu et origine de 80 % des recettes d'exportation du Groenland.

Les contrats de financement relatifs aux demandes examinées en 1973 pour la Belgique et les Pays-Bas, n'ont pu être conclus qu'en 1974.

La répartition des prêts selon la technique de financement employée (tableau 10, page 69) fait apparaître des changements notables par rapport à 1972 : les prêts consentis directement au bénéficiaire final ont fortement augmenté, alors que les prêts individuels accordés par l'entremise d'un institut de financement ont fléchi. En raison de la réduction des opérations effectuées par l'intermédiaire de la Cassa per il Mezzogiorno ils ne constituent plus que 14 % des prêts intéressant directement la Communauté contre 34 % en 1972 et 43 % en 1971. En revanche, le montant des prêts globaux a plus que triplé et représente en 1973 16 % des concours accordés dans l'intérêt direct de la Communauté contre moins de 7 % en 1972.



# EAMA - PTOM - DOM

## Prêts ordinaires et opérations spéciales de 1964 à 1973

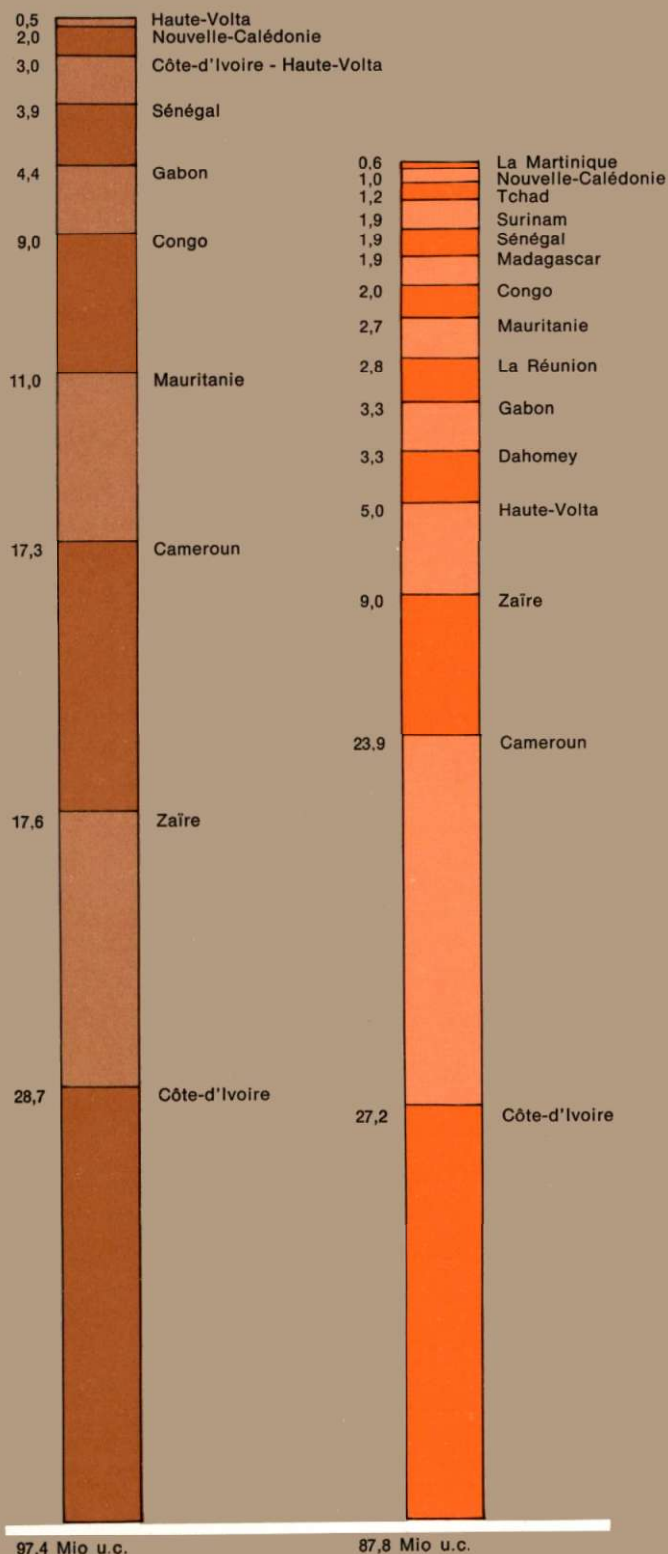


Prêts ordinaires



Opérations spéciales sur les ressources  
du Fonds Européen de Développement

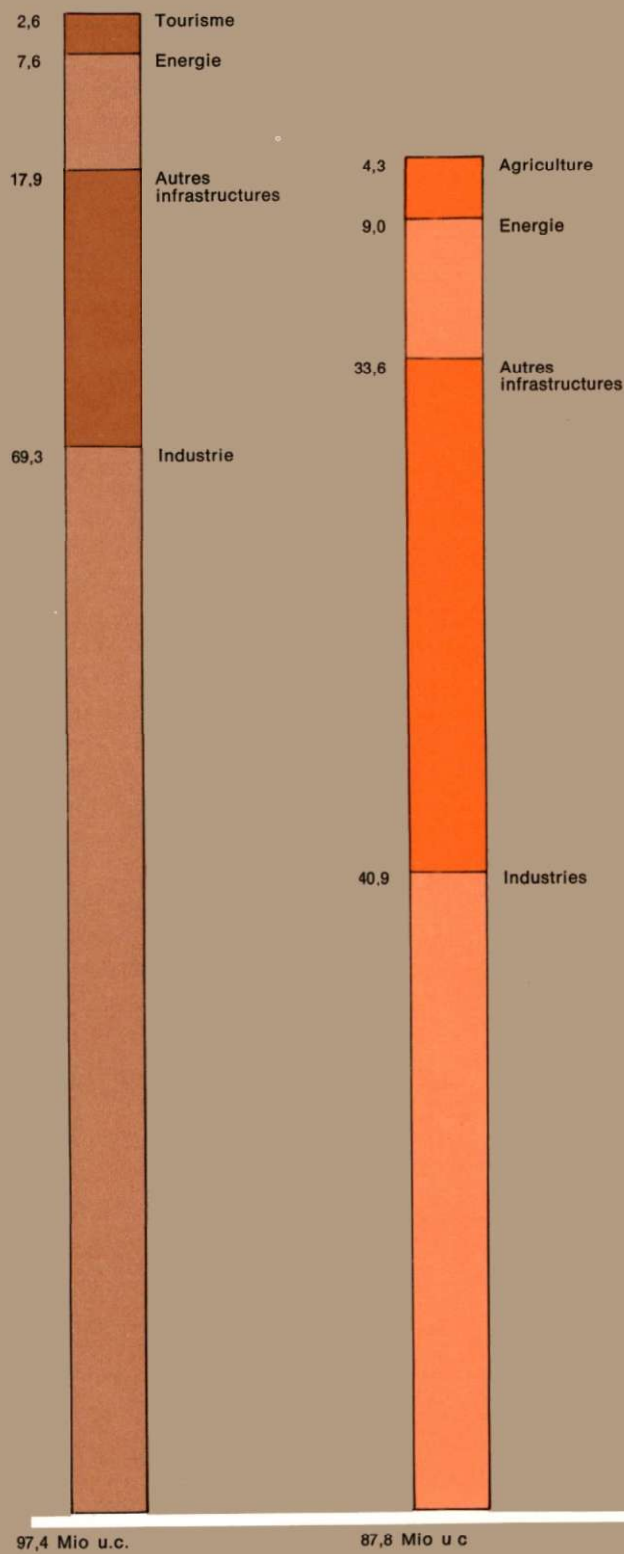
Répartition par pays



97,4 Mio u.c.

87,8 Mio u.c.

Répartition par secteurs



97,4 Mio u.c.

87,8 Mio u.c.

dans les EAMA et PTOM,  
10,9 millions sur les ressources  
propres de la Banque

31,9 millions  
sur les ressources du FED

deux prises  
de participation

## Opérations dans les Pays associés

Dans les **Etats Africains, Malgache et Mauricien, et les Pays et Territoires d'Outre-Mer Associés**, onze contrats de financement ont été conclus en 1973 : trois prêts ordinaires sur les ressources de la Banque pour 10,9 millions et huit opérations sur les ressources du Fonds Européen de Développement (FED), dont six prêts à des conditions spéciales pour un montant total de 30,4 millions, et deux contributions à la formation de capitaux à risques pour 1,5 million.

Les trois prêts ordinaires sur les ressources propres de la Banque intéressent la Côte-d'Ivoire, le Gabon et le Cameroun pour le financement de projets qui contribueront au développement économique et au renforcement de la balance des paiements de ces pays.

Un prêt de 7,9 millions (2 200 millions de francs CFA) a été accordé à la **Côte-d'Ivoire** pour l'amélioration et le bitumage de 215 km de la route San-Pedro Issia, qui assure l'accès de la majeure partie de l'Ouest du pays au nouveau port de San-Pedro.

Au **Gabon**, un prêt de 1,2 million (332 millions de francs CFA) pour un hôtel de 120 chambres contribuera au renforcement de la capacité d'hébergement de la capitale (Libreville).

Au **Cameroun**, un prêt de 1,8 million (500 millions de francs CFA) a été consenti pour la sucrerie-raffinerie et les plantations de canne à sucre de la SOSUCAM qui avait déjà bénéficié d'un prêt de 2 millions de la Banque en 1966. Le projet tend à doubler la capacité annuelle de production qui sera portée à 30 000 tonnes, pour répondre aux besoins du marché camerounais.

Ces deux derniers concours ont fait l'objet de bonifications d'intérêts sur les ressources du Fonds Européen de Développement, au taux forfaitaire de 3 % prévu par les textes, et accordées par la Commission sur proposition de la Banque.

Les huit opérations sur les ressources du FED administrées par la Banque dans le cadre de sa Section Spéciale concernant, à raison de 21,4 millions, des projets agro-industriels au Cameroun, en Côte-d'Ivoire et en Haute-Volta et, pour un total de 10,5 millions, des infrastructures principalement routières, en Côte-d'Ivoire, et dans les Départements d'Outre-Mer de la Martinique et de la Réunion.

Outre le prêt ordinaire déjà mentionné pour le même projet, la Banque a souscrit, au **Cameroun**, une participation de 0,5 million (150 millions de francs CFA) au capital de la SOSUCAM, en qualité de mandataire et pour le compte de la Communauté Economique Européenne.

Dans les mêmes conditions, la Banque a conclu, avec le **Sénégal** et avec la Société DAKARMARINE, un contrat relatif à une contribution à la formation des capitaux à risques de cette société, pour un montant de 1,0 million (270 millions de francs CFA) destiné à financer un programme d'études complémentaires



**six prêts  
à des conditions spéciales**

**pour des projets  
agro-industriels  
et des routes**

**reprise des opérations  
en Turquie : 76,4 millions  
de prêts spéciaux**

et divers investissements qui permettront d'apprécier la viabilité d'un centre de réparations navales pour les navires de fort tonnage à Dakar. Ce financement est octroyé sous forme d'une prise de participation de 30 millions de francs CFA dans le capital de la Société et d'un concours en quasi-capital de 240 millions de francs CFA.

La Banque a également signé en qualité de mandataire de la Communauté et conjointement avec la Commission, six contrats de prêts à des conditions spéciales sur les ressources du FED pour un montant de 30,4 millions.

Un prêt de 5,0 millions (1 400 millions de francs CFA) accordé à la **Haute-Volta** contribuera à la création d'une plantation industrielle de cannes à sucre et d'une sucrerie-raffinerie à Banfora, dont la capacité de 21 000 tonnes de sucre brut correspondra aux besoins prévisibles du pays en 1980. Les ouvrages d'irrigation nécessaires à ce projet ont, d'autre part, fait l'objet d'une aide non remboursable sur les ressources du FED, octroyée par la Commission des Communautés Européennes.

Au **Cameroun**, un prêt de 8,8 millions (2 457 millions de francs CFA) à la Société Camerounaise de Palmeraies (SOCAPALM) permettra de réaliser une plantation de 6 000 ha de palmiers à huile et une huilerie d'une capacité de 20 000 t/an. Ce projet s'inscrit dans un programme visant à satisfaire en priorité le marché intérieur et, ultérieurement, l'exportation.

En **Côte-d'Ivoire**, un prêt de 6,9 millions (1 924 millions de francs CFA) à la Société des Caoutchoucs de Côte-d'Ivoire — SOCATCI — permettra la création, à une soixantaine de kilomètres du port de San-Pedro, d'une plantation d'hévéas de 13 500 ha qui produira, à partir de 1985, 27 000 tonnes de latex et contribuera à la mise en valeur de la région du Sud-Ouest.

En **Côte-d'Ivoire** également, un prêt de 6,8 millions (1 900 millions de francs CFA) assurera, en complément du prêt sur les ressources propres de la Banque déjà mentionné, le financement des travaux de bitumage de la route de San-Pedro-Issia.

Les deux autres prêts à des conditions spéciales de respectivement 0,6 et 2,1 millions sont destinés à financer des investissements routiers dans les Départements d'Outre-Mer de la **Martinique** et de la **Réunion**.

Dès l'entrée en vigueur du second Protocole financier avec la **Turquie**, neuf prêts sur des ressources des Etats membres ont été consentis, soit 76,4 millions (1 258,7 millions de livres turques) (1), dont 36,5 millions (609,1 millions de livres turques) pour trois prêts en faveur des transports ferroviaires et aériens, 37,9 millions (619,2 millions de livres turques) pour cinq prêts destinés à des investissements dans l'industrie, et 2 millions pour un prêt global destiné à des activités

(1) Les montants en livres turques sont donnés à titre purement indicatif. Ils représentent la contre-valeur des montants exprimés dans les contrats de financement en unités de compte : 1 u.c. = 15,2 £TQ (du 1<sup>er</sup> janvier au 13 février) et 16,8889 £TQ (du 14 février au 31 décembre 1973).





*La liaison routière San Pedro - Issia en Côte-d'Ivoire est un exemple d'un projet ayant bénéficié à la fois d'un prêt sur les ressources propres de la Banque et d'un prêt sur les ressources du Fonds Européen de Développement. Au total, 185,2 millions d'u.c. de prêts ont été accordés, depuis 1964, pour des projets dans les EAMA-PTOM, dont 97,4 millions sur les ressources propres de la Banque et 87,8 millions sur celles du Fonds Européen de Développement.*





*Depuis 1965, 45 prêts ont été accordés en Turquie sur les ressources des Etats Membres, pour un montant total de 251,4 millions. Sur les 76,4 millions octroyés en 1973, 36,5 millions étaient destinés aux transports, notamment à l'équipement des réseaux ferré et aérien, le reste allant à des investissements dans l'industrie.*





**pour les transports  
ferroviaires et aériens**

de préinvestissement. Ces concours sont accordés pour le compte et sur mandat des Etats membres et administrés par la Banque dans le cadre de sa Section Spéciale.

La Banque a continué à soutenir la mise en œuvre du programme de modernisation des chemins de fer turcs à laquelle d'autres institutions financières telles que la Banque Mondiale ont également contribué. Un premier prêt de 11 millions pour le remplacement progressif des locomotives à vapeur, périmées, par la traction diesel avait déjà été accordé en 1968 dans le cadre du premier Protocole financier. Grâce à un nouveau prêt de 23,5 millions (396,9 millions de livres turques) octroyé en 1973, 140 locomotives diesel pourront être mises en service d'ici 1976. Ces machines seront construites dans les ateliers des chemins de fer turcs, à partir de pièces fabriquées en partie dans le pays, la part de production locale devant passer de 50 % en 1973 à 70 % en 1976. La réalisation de ce projet permettra donc également d'améliorer la productivité et le savoir-faire des ateliers de la Compagnie ferroviaire et des entreprises sous-traitantes.

Un autre prêt de 4,4 millions (66,1 millions de livres turques) contribuera à l'électrification des 140 kilomètres de la ligne Istanbul-Adapazarı, où le trafic est particulièrement dense. En plus des travaux d'infrastructure, ce projet comporte l'acquisition de 15 locomotives électriques, dont sept seront également montées dans les ateliers des chemins de fer turcs.

Enfin, un prêt de 8,6 millions (146,1 millions de livres turques) a été consenti pour l'acquisition, par la Compagnie des Lignes Aériennes Turques (THY), de 5 avions turboréacteurs Fokker Fellowship F-28 pour le service des lignes intérieures. Ces appareils permettront une meilleure desserte des régions éloignées et favoriseront le développement du tourisme.

**un projet intégré :  
de l'exploitation forestière  
à la fabrication du papier**

La principale intervention dans le secteur industriel a consisté en un prêt de 20 millions (337,8 millions de livres turques) pour la réalisation, dans la région d'Antalya, d'un projet intégré, comprenant à la fois la modernisation d'une exploitation forestière, l'installation d'une scierie et la création d'une usine de pâte à papier et de papier-carton. Une opération de emploi (1) de 150 millions de livres turques a également été affectée à la réalisation de ce complexe. Ce projet du secteur public, financé en coopération avec la Banque Mondiale, assurera la création de 5 000 emplois et contribuera à la couverture des besoins de la Turquie en papier, carton et bois d'œuvre.

**plusieurs autres  
projets industriels**

Toujours dans le secteur de l'industrie, deux prêts, pour l'extension d'une cimenterie à Eskişehir (2 millions) et d'une usine de fibres synthétiques du secteur privé à Bursa (3,5 millions), créeront ensemble près de 600 emplois. Ces deux opérations ont été effectuées par l'entremise de la Banque de Développement Industriel de Turquie (TSKB).

---

(1) La Banque accorde des prêts à très long terme à l'Etat turc pour des projets déterminés; celui-ci les utilise pour l'octroi de crédits de durée beaucoup plus courte notamment pour le financement de projets industriels. Les sommes remboursées en livres turques par les entreprises à l'Etat turc et dont le remboursement à la Banque par celui-ci n'est pas encore exigible, sont donc disponibles pour l'octroi par l'Etat, avec l'accord de la Banque, de prêts en faveur d'autres projets (opérations de emploi).





*L'inauguration du Pont sur le Bosphore en 1973 est une des concrétisations les plus remarquables de l'action de la BEI en Turquie. Ce pont suspendu, d'une longueur totale de 1 560 m s'élevant à 64 m au-dessus de la mer, avait bénéficié d'un prêt, en 1969, dans le cadre du premier Protocole financier. 1973 a marqué la reprise de l'activité de la BEI en Turquie grâce au second Protocole financier.*

**notamment grâce à un  
prêt global**

Un prêt de 6,4 millions a été accordé à l'entreprise d'Etat Petkim pour la construction, près d'Izmit, d'une usine de caoutchouc synthétique qui avait obtenu un premier financement de 9,3 millions consenti en 1969.

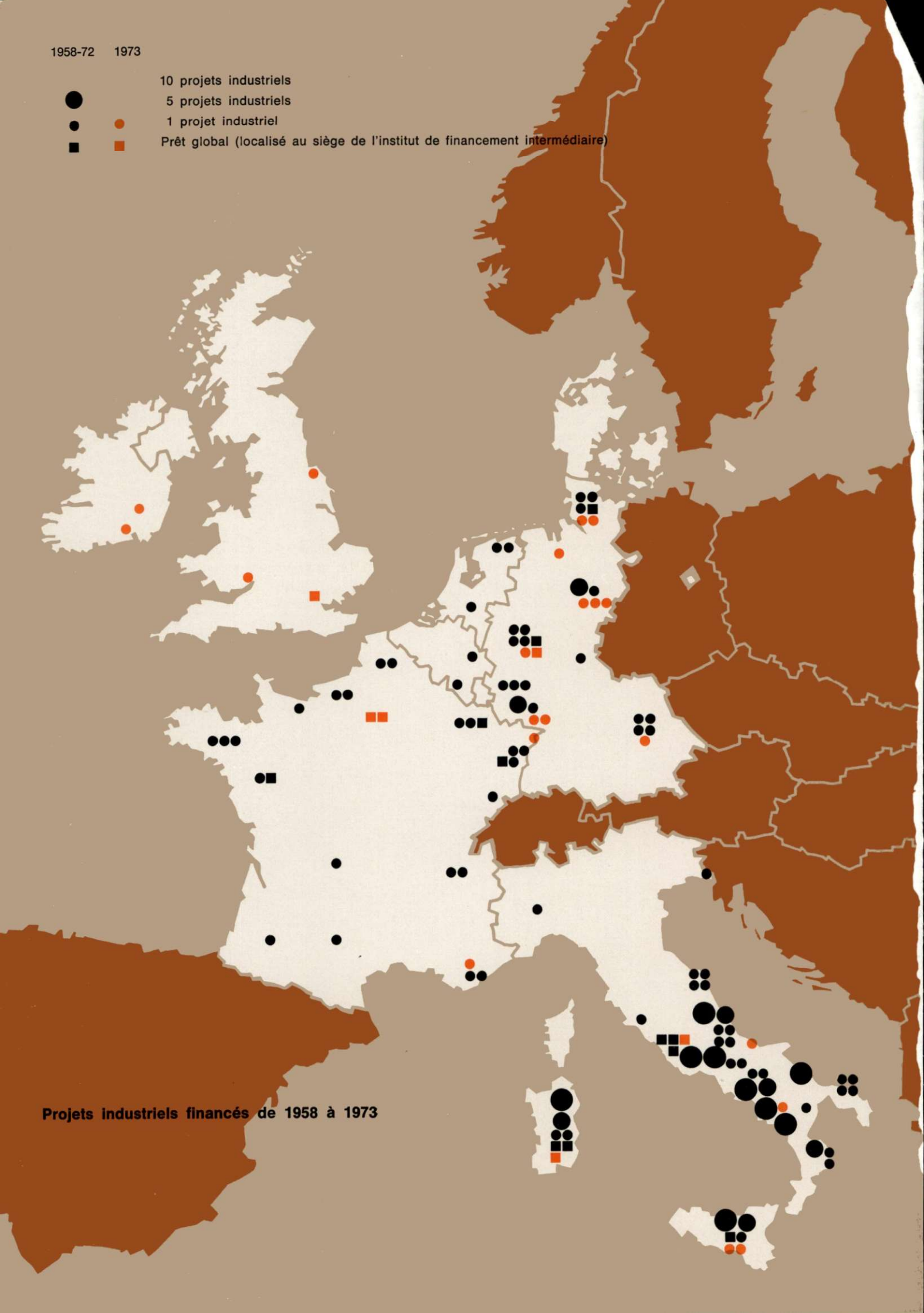
En outre, la TSKB a bénéficié d'un prêt global de 6 millions (91,2 millions de livres turques) pour le financement d'investissements industriels de petite et moyenne dimension. Au cours de l'exercice, six affectations pour un montant total de 4,5 millions ont déjà été décidées en faveur d'une huilerie, d'une marbrerie et d'entreprises de fabrication d'emballages, de radiateurs, de baignoires et de tapis.

Enfin, un contrat de prêt global de 2 millions (30,4 millions de livres turques), destiné au financement d'activités de préinvestissement, a été conclu avec l'Etat turc; 60 000 ont été affectées sur ce prêt pour une action d'assistance technique dans le secteur de l'énergie électrique.



1958-72 1973

- 10 projets industriels
- 5 projets industriels
- 1 projet industriel
- Prêt global (localisé au siège de l'institut de financement intermédiaire)



Projets Industriels financés de 1958 à 1973

# Financements accordés de 1958 à 1973

**depuis 1958, 480 contrats  
pour 3,66 milliards**

Depuis sa création en 1958, la Banque Européenne d'Investissement a signé au total 480 contrats de financement pour un montant global de 3 658,1 millions d'unités de compte. Ce qui représente une participation moyenne d'environ 22 % au coût total des immobilisations auxquelles elle a ainsi apporté son concours, et qui se chiffre à environ 16 milliards (1).

La ventilation de l'activité de la Banque par type de financement, par pays, par secteurs, ainsi que par objectifs économiques au sens de l'Article 130 du Traité de Rome fait l'objet des tableaux 6 à 9, pages 66 à 68.

**86 % des concours  
dans la Communauté**

Conformément à sa vocation principale, la Banque a, de 1958 à 1973, accordé la majeure partie de ses concours dans les Pays membres. Les opérations en faveur de projets situés dans la **Communauté** ou intéressant directement celle-ci ont en effet atteint 3 152,3 millions, soit 86 % du total des financements.

La Banque a ainsi contribué à un investissement total de 13,9 milliards, dont on attend la création directe d'environ 108 000 emplois et la consolidation de 37 000 autres.

Les 362 financements consentis par la Banque pour des projets intéressant directement la Communauté portent sur :

- 336 prêts individuels d'un montant total de 2 842,6 millions;
- 17 prêts globaux d'un montant de 199,7 millions destinés à financer, par l'intermédiaire d'instituts de financement, des initiatives industrielles de petite ou moyenne dimension localisées principalement dans des régions en difficultés;
- 9 garanties d'un montant total de 110,0 millions.

**dont 50,6 % en Italie**

Conformément à la mission impartie à la Banque en matière de développement régional et compte tenu du retard économique de toute sa partie méridionale, l'Italie se place de loin au premier rang par l'importance des financements accordés, avec 1 594,1 millions, soit 50,6 % des concours de la Banque à des projets intéressant directement la Communauté. Viennent ensuite : la France, 23,5 %; l'Allemagne, 17,7 %; les pays du Benelux, 3,8 %; puis les nouveaux pays membres, le Royaume-Uni avec 2,1 %; l'Irlande avec 0,7 % et le Danemark avec 0,2 %; enfin, 1 % concerne un projet qui, bien que localisé en Autriche, a été financé en raison de son intérêt pour l'approvisionnement en gaz naturel de la Communauté.

---

(1) Il s'agit du total des investissements fixes de tous les projets auxquels la Banque a apporté son concours. Ce total a été établi à partir des données qui servaient de base aux plans de financement des promoteurs à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'Administration de la Banque.



1958-72 1973

- Infrastructure agricole 
- Tourisme 
- Energie  
- Télécommunications  
- Aménagement agricole 
- Approvisionnement eau potable 
- Aménagement portuaire  
- Transports aériens 
- Turbotrain  
- Plates-formes de forage 
- Ecole européenne 
- Autoroutes  
- Gazoducs  
- Chemins de fer 
- Voies navigables 

Echelle 1 : 40 000 000

Projets d'infrastructure financés de 1958 à 1973

Echelle 1 : 12 000 000

**plus de 71 % des financements  
pour le développement  
ou la conversion régionale**

**dans les Pays associés  
118 concours pour plus  
de 500 millions**

**dont 185,2 millions  
pour des projets  
dans les EAMA-PTOM**

**et 251,4 millions en Turquie**

Il ressort des tableaux 8 et 9 (page 68) que plus de 71 % des sommes engagées par la Banque pour la Communauté depuis sa création ont été réservées à des régions moins développées et, pour des montants moindres, à des régions de vieille industrie confrontées à des problèmes de conversion. Cependant, les projets d'intérêt commun européen, qui ont pris ces dernières années une importance croissante, absorbent 26 % du total des financements. Il s'agit principalement d'infrastructures de transports auxquelles se sont récemment ajoutés des investissements en forte progression, tels que des centrales nucléaires et des gazoducs destinés à améliorer l'approvisionnement en énergie de la Communauté. Les investissements réalisant des coopérations industrielles dans des secteurs de haute technicité ne totalisent encore que des montants assez modestes. C'est également le cas des projets visant la modernisation ou la conversion d'entreprises (un peu moins de 5 % au total pour ces deux catégories).

Les opérations dans les **Pays associés** n'ont commencé qu'en 1963; elles ont marqué un net ralentissement de 1970 à 1972 en raison des délais de négociation, puis de ratification des Accords d'Association et Protocole financier. Ces pays ont néanmoins reçu ensemble 505,8 millions, c'est-à-dire 14 % des fonds mis en œuvre par la Banque de 1958 à 1973, tant sur ses propres ressources que sur des ressources de la Communauté et des Etats membres. Les 118 contrats signés en faveur des divers Etats associés concernent la Turquie avec 251,4 millions (49,7 %), les Etats Africains, Malgache et Mauricien Associés et les Pays et Territoires d'Outre-Mer avec 185,2 millions (36,6 %) et la Grèce avec 69,2 millions (13,7 %).

Du 1<sup>er</sup> janvier 1964, date d'entrée en vigueur des premiers Accords d'Association, au 31 décembre 1973, la Banque a signé 58 contrats en faveur de projets localisés dans les **Etats Africains, Malgache et Mauricien** et les **Pays et Territoires d'Outre-Mer Associés**. Ces contrats portent sur 29 prêts ordinaires sur les ressources de la Banque pour 97,4 millions et 29 opérations sur les ressources du Fonds Européen de Développement, dont 26 prêts à des conditions spéciales pour un montant total de 85,3 millions et trois contributions à la formation de capitaux à risques pour 2,5 millions. Le graphique page 32 montre la répartition par secteur et par pays de ces opérations. Celles-ci ont contribué à l'investissement de quelque 720 millions; on peut estimer que ces investissements assurent directement la création de près de 42 000 emplois.

En **Turquie**, l'activité de la Banque au titre du premier et du second Protocole financier a porté, de 1964 à 1973, sur 45 prêts à conditions spéciales sur ressources des Etats membres, pour un montant total de 251,4 millions. Ces prêts ont contribué au financement d'un volume d'investissement d'environ 1 400 millions et à la création directe de près de 14 000 emplois.

Les financements en faveur de l'équipement énergétique et des transports représentent à eux seuls 103,9 millions, soit 40 % du total des prêts. Les projets dans



## Projets financés dans les EAMA de 1964 à 1973

Prêts ordinaires de la BEI et opérations spéciales sur les ressources du Fonds Européen de Développement

	1964-72		1973	
	Prêts ordinaires	Opérations spéciales	Prêts ordinaires	Opérations spéciales
Industrie				
Infrastructure				
Energie				
Agriculture				
Tourisme				



les industries papetières et chimiques et dans celles de la construction mécanique ont recueilli plus de 108 millions, ou 43 % des montants accordés.

**58 % des montants accordés  
pour les infrastructures**

La **ventilation par secteurs économiques** de l'ensemble des projets financés par la Banque de 1958 à 1973 fait apparaître que l'infrastructure économique a obtenu 58 % environ des fonds engagés. Au premier rang figurent les transports avec 21,3 %, suivis de près par l'énergie (20,1 %), puis les télécommunications (10,8 %) (cf. tableau 7, page 67).

**interventions importantes  
dans les industries de base**

Les investissements dans les activités directement productives, principalement l'industrie, ont obtenu environ 42 % du total des financements. On note une certaine prédominance de la production et de la première transformation des métaux (10 %) et de l'industrie chimique (9 %), suivis d'assez loin par les industries de l'automobile et de la construction mécanique (7 %). Les industries de base représentent, avec 57 % du montant des financements industriels, la majeure partie des concours accordés. Les industries de transformation recueillent cependant des montants très substantiels dont bénéficient un grand nombre de projets de dimension plus modeste, grâce à la procédure de « prêts globaux » utilisée depuis 1969 qui permet de multiplier les interventions. Les 153 affectations consenties sur prêts globaux dans la Communauté (cf. tableau 12, page 70) atteignent un montant total de 75,8 millions; le montant moyen par affectation est de 0,5 million, alors que celui des opérations individuelles industrielles dans la Communauté est de l'ordre de 5 millions. Les affectations intéressent des branches très diverses, principalement le travail des métaux et la mécanique (22 %), l'industrie alimentaire (18 %), les matériaux de construction (8,5 %), la transformation du caoutchouc et des matières plastiques (8,7 %).

**nombreux prêts pour les  
industries manufacturières**



# Ressources

**les ressources de la Banque  
ont progressé de 30 %  
et atteint 2 856,5 millions**

Au 31 décembre 1973, l'ensemble des ressources de la Banque (capital versé, excédents de gestion affectés aux réserves et provisions, emprunts émis, à l'exclusion des montants encore à recevoir) a atteint 2 856,5 millions d'unités de compte contre 2 189,8 millions au 31 décembre 1972, marquant ainsi un accroissement de 666,7 millions soit 30,5 % en valeur relative.

**le capital versé  
a augmenté de 130 millions**

Cette augmentation des ressources provient pour 130 millions des montants reçus des neuf Etats membres au titre du capital, de 22,5 millions de versements des nouveaux Etats membres pour leur participation aux réserves et provisions, de 488,3 millions d'une augmentation des emprunts en cours et de 25,9 millions des excédents de gestion de l'année affectés aux réserves et provisions.

L'augmentation de capital décidée par le Conseil des Gouverneurs lors de sa réunion du 26 avril 1971 a donné lieu, le 31 janvier 1973, à un premier versement de 25 millions de la part des membres fondateurs de la Banque, le second de 25 millions devant être effectué le 31 janvier 1974.

**les nouveaux états membres  
ont versé 22,5 millions  
au titre de contribution  
aux réserves et provisions**

Les nouveaux Etats membres ont libéré en date du 28 février 1973 leur participation au capital versé à concurrence de 105 millions par un versement en espèces de 21 millions et par règlement de 84 millions en Bons du Trésor non productifs d'intérêts venant à échéance en quatre tranches égales respectivement les 30 septembre 1973, 30 avril 1974, 30 novembre 1974 et 30 juin 1975.

Le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande ont également versé au cours de l'exercice 22,5 millions au titre de leur part contributive aux réserves et aux provisions de la Banque, le solde de 33,8 millions devant être versé en 1974 et 1975.

Les versements des membres fondateurs et des nouveaux membres ont été effectués dans les monnaies nationales respectives sur la base des parités officielles.

**la Banque a collecté  
612,3 millions  
sur les marchés des capitaux**

En 1973, les appels de la Banque aux marchés financiers ont atteint 612,3 millions contre 479,5 millions en 1972 et 412,9 millions en 1971. Les emprunts émis ont totalisé 608 millions et les participations de tiers au financement de prêts (attribution de certificats de participation) se sont élevées à 4,3 millions (tableau 4).

Pour le troisième exercice consécutif, la majeure partie des emprunts que la Banque a émis, a été libellée dans les monnaies des Pays membres. Par la voie de 15 emprunts libellés dans les six monnaies des Etats membres fondateurs, elle s'est procuré au total 364,2 millions. Huit de ces emprunts totalisant 194 millions ont été placés sur les marchés nationaux des Pays membres, contre 137 millions en 1972.

**lancement d'un premier  
emprunt en Eurco**

**Tableau 4 : Emprunts émis jusqu'en 1973**

Exercice	Nombre	Montant (millions u.c.)
1961	3	21,4
1962	2	32,3
1963	3	35,2
1964	5	66,8
1965	4	65,0
1966	6	138,5
1967	8	194,5
1968	13	212,5
1969	9	146,0
1970	7	168,9
1971	20	412,9
1972	19	462,0
1973	22	608,0
1961-1973	<b>121</b>	<b>2 564,0</b>

La Banque, en collaboration avec plusieurs banques des pays de la Communauté, a lancé, pour la première fois en septembre 1973, un emprunt d'environ 30 millions d'unités de compte libellé dans une nouvelle unité d'emprunt, l'Eurco (European Composite Unit).

L'Eurco est constitué par la somme d'un montant fixe de chacune des monnaies des Pays membres de la Communauté Economique Européenne, à savoir : 0,9 Deutsche Mark, 1,20 franc français, 0,075 livre sterling, 80,0 lires italiennes, 0,35 florin néerlandais, 4,5 francs belges, 0,2 couronne danoise, 0,005 livre irlandaise, 0,5 franc luxembourgeois.

Les montants de chacune des monnaies composantes demeurent inchangés pendant toute la durée de l'emprunt. La valeur de l'Eurco dans une monnaie quelconque est égale à la somme des valeurs dans cette monnaie des montants des monnaies composant l'Eurco, sur la base des taux de change effectifs.

L'Eurco offre aux investisseurs un nouvel instrument de placement d'épargne comportant une répartition de leurs créances entre toutes les monnaies de la Communauté Economique Européenne sur la base d'une pondération appropriée et devant assurer de ce fait une plus grande stabilité à la valeur de leurs placements.

Le montant de souscription de cette émission recueilli en dollars des Etats-Unis a été immédiatement converti dans les monnaies de la Communauté, proportionnellement à la composition de l'Eurco.



*Comme elle l'avait fait en 1971 pour l'hôtel Teranga à Dakar (Sénégal), la BEI a accordé en 1973 un prêt pour la construction d'un hôtel de classe internationale à Libreville (Gabon). La promotion du tourisme dans les EAMA et les PTOM apparaît comme un facteur non négligeable de développement économique.*





**le taux d'intérêt  
a dû être augmenté  
à deux reprises**

En raison des difficultés du marché des euro-obligations libellées en dollars, les fonds recueillis dans cette monnaie n'ont atteint que 143,7 millions contre 198 millions en 1972.

En revanche, les fonds recueillis sur le marché suisse des capitaux sous forme d'une émission publique et d'un placement privé se sont élevés à 53,4 millions contre 24 millions en 1972.

Enfin, pour la première fois, la Banque a émis un emprunt libellé en livres libanaises, de la contre-valeur de 16,7 millions, qui a été placé sur le marché international des capitaux.

Le tableau 13, page 71, donne le détail des emprunts conclus durant l'exercice. Déduction faite des remboursements, l'encours net des emprunts atteignait au 31 décembre 1973 2 274,4 millions contre 1 772,2 millions au 31 décembre 1972, soit un accroissement de 502,2 millions, dont 13,8 millions encore à recevoir.

L'évolution des taux d'intérêt pratiqués sur les marchés de capitaux au cours des neuf premiers mois de l'année 1973 a été principalement influencée par le climat d'incertitude régnant sur les marchés de change, par le durcissement des politiques anti-inflationnistes et, dans certains pays, par une vive reprise de la demande de financement de capital fixe. La hausse des taux qui en est résultée a amené la Banque à réviser les taux d'intérêt de ses prêts qui, depuis octobre 1972, étaient de 7 3/8 % lorsque la durée du prêt n'excédait pas 9 ans et de 7 3/4 % au-delà. En septembre, ces taux ont été portés à respectivement 8 1/8 % et 8 1/2 %. Du fait d'un nouvel enchérissement du capital à long terme consécutif à la crise pétrolière, la Banque a dû, en décembre 1973, fixer le taux d'intérêt de ses prêts à 8 3/4 %, indépendamment de leur durée.



# Résultats de gestion

**l'excédent de gestion  
a atteint 25,9 millions**

Le résultat de l'exercice 1973 a été fortement influencé par l'accroissement substantiel des taux d'intérêt à vue et à court terme sur les marchés de l'argent qui, s'appliquant à un volume de liquidités plus élevé en moyenne qu'au cours de l'exercice précédent, a presque permis de doubler les revenus tirés de cette partie de l'actif.

L'augmentation du montant des intérêts sur prêts est compensée par une augmentation sensiblement égale du montant des intérêts et charges sur emprunts imputables à cet exercice.

**il a été affecté aux réserves  
et aux provisions**

Après la prise en charge de la perte de change de 8 millions d'unités de compte incombant à la Banque du fait de la dévaluation du dollar en octobre 1973, et l'amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement s'élevant à 6,9 millions, contre 5,6 millions en 1972, les excédents du compte de profits et de pertes restant à affecter aux réserves et aux provisions ressortent à 25,9 millions, contre 21,9 millions en 1972.

Ces excédents ont été affectés à concurrence de 6,1 millions à la réserve statutaire et, pour le solde, aux provisions. A la date du 31 décembre 1973, le montant global des réserves et des provisions s'élevait ainsi à 249,7 millions dont 97,7 millions pour la réserve statutaire.

**le bilan au 31 décembre 1973  
approchait les 3,5 milliards**

A la même date, le bilan de la Banque atteignait 3 484 millions contre 2 755 millions au 31 décembre 1972, accusant ainsi une progression de 26,5 %.

*Les financements en faveur des régions sous-équipées en moyens de télécommunications se sont poursuivis en 1973. Cinq prêts totalisant 129 millions ont été accordés en Sardaigne et en Calabre, dans les régions Poitou-Charentes et Midi-Pyrénées, ainsi qu'en Irlande. Au total, les interventions de la Banque dans ce secteur s'élèvent à près de 400 millions.*







# Administration

En application du Protocole n° 1 concernant les Statuts de la Banque, annexé à l'Acte d'adhésion des nouveaux Etats membres, le Conseil d'Administration est maintenant composé de 18 administrateurs et de 10 suppléants au lieu de 12 administrateurs et de 12 suppléants auparavant. Leur mandat expirera en 1978, à l'issue de la Séance Annuelle au cours de laquelle sera examiné le Rapport Annuel relatif à l'exercice 1977.

Dès l'adhésion, en janvier 1973, le Conseil des Gouverneurs a complété la composition du Conseil d'Administration en nommant trois administrateurs et deux suppléants désignés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : MM. Christopher FOGARTY, Raymond PROSSER, Rupert RAW et MM. Geoffrey LITTLER, David NENDICK; un administrateur désigné par le Royaume du Danemark : M. Erik HOFFMEYER; un administrateur désigné par l'Irlande : M. Sean F. MURRAY; un administrateur désigné par le Grand-Duché de Luxembourg : M. Pierre GUILL, auparavant suppléant désigné d'un commun accord par les pays du Benelux.

A l'issue de la Séance Annuelle du 27 juin, le Conseil des Gouverneurs a nommé les administrateurs et suppléants désignés par la République Fédérale d'Allemagne, la République Française, la République Italienne, le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et la Commission des Communautés Européennes.

A cette occasion, M. Herbert MARTINI, qui était administrateur depuis l'origine de la Banque, MM. Friedrich BERNARD, Frédéric BOYER de la GIRODAY, Jacques FRIEDMANN, Alfred KUBEL, Ugo MORABITO n'ont pas sollicité le renouvellement de leur mandat et MM. Alfred BECKER, Rudolf MORAWITZ et John Edward NASH sont entrés au Conseil d'Administration, le premier en qualité d'administrateur, les deux autres en qualité de suppléants.

En octobre, M. Jacques de LAROISIÈRE de CHAMPFEU, administrateur, a remis sa démission en raison de son changement de fonctions et a été remplacé par M. Jean-Yves HABERER. Au 1<sup>er</sup> janvier 1974, M. Paul GAUDY, suppléant démissionnaire, a été remplacé par M. Maurice ESSELENS.

Le Conseil d'Administration remercie MM. Herbert MARTINI, Jacques de LAROISIÈRE de CHAMPFEU, Friedrich BERNARD, Frédéric BOYER de la GIRODAY, Jacques FRIEDMANN, Paul GAUDY, Alfred KUBEL, Ugo MORABITO, pour leur précieuse contribution à l'activité de la Banque.

En liaison avec l'extension de ses tâches aux nouveaux Pays membres, la Banque a recruté du personnel supplémentaire, plus particulièrement des ressortissants de ces nouveaux Etats membres. Au 31 décembre 1973, les services comptaient 286 personnes, contre 230 au 31 décembre 1972.

A la fin de l'année, la Banque a vivement ressenti la douleur de la perte de M. Louis CASSAGNES, Directeur des Finances et de la Trésorerie, décédé accidentellement le 22 décembre, dont la compétence et les qualités humaines étaient unanimement appréciées.

Le Conseil d'Administration exprime tous ses remerciements au personnel de la Banque pour l'importance et la qualité du travail qu'il a accompli avec dévouement au cours de l'année 1973.

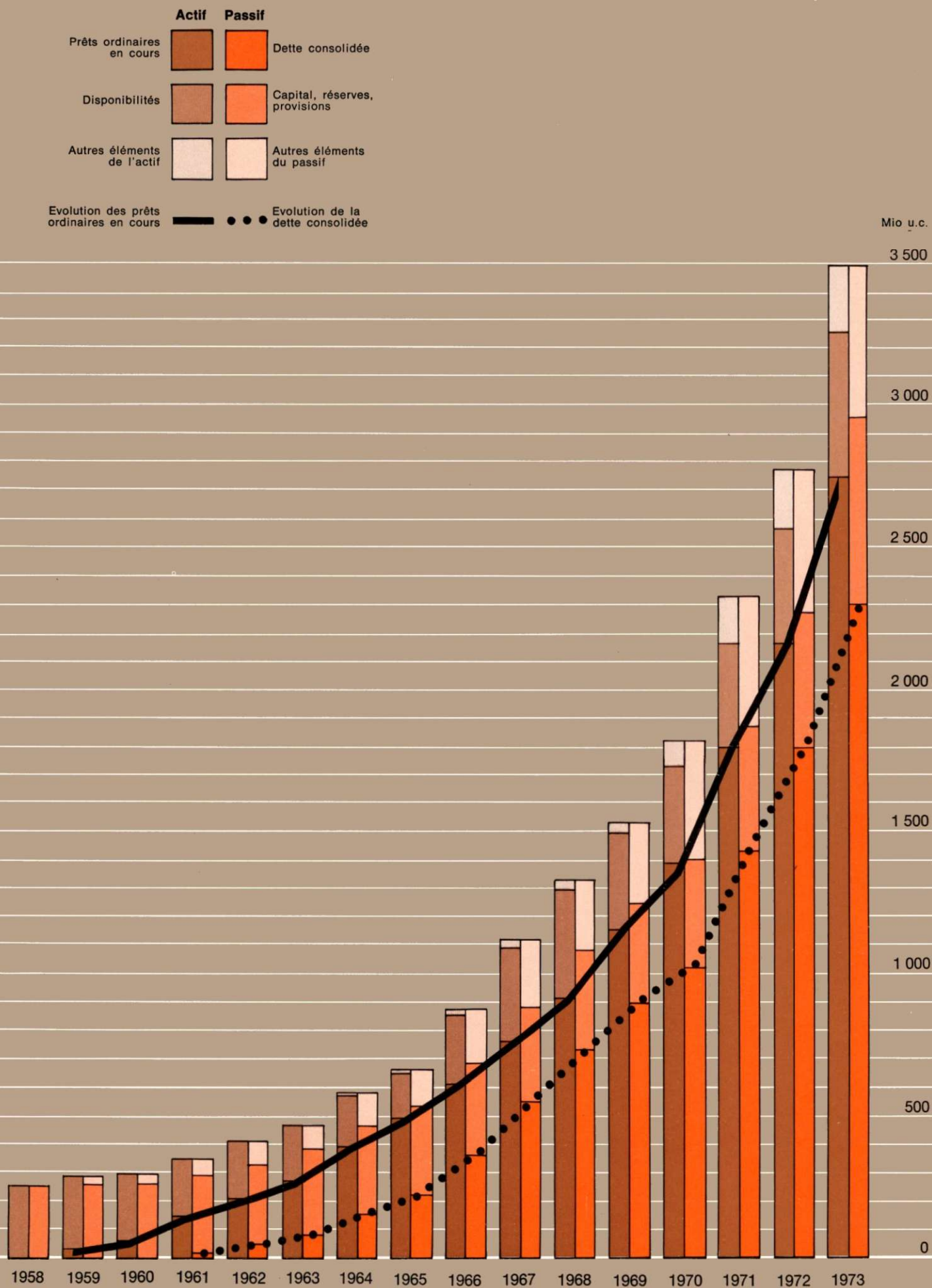
Luxembourg, le 25 avril 1974

Yves LE PORTZ

Le Président du Conseil d'Administration

# Bilan de la Banque

Au 31 décembre de chaque année





# Bilan au 31 décembre 1973

(en unités de compte de 0,88867088 gramme d'or fin) - Voir les notes sur les états financiers, Annexe D

Actif	31.12.1973	31.12.1972
A verser par les Etats membres en compte capital (Annexe A) . . . . .	25 000 000	50 000 000
A recevoir en compte de réserve statutaire et de provisions (Annexe A) . . . . .	33 767 732	—
Caisse et banques		
A vue ou à un an au plus . . . . .	270 820 601	272 519 425
A plus d'un an . . . . .	2 083 523	5 611 574
	272 904 124	278 130 999
Portefeuille (Note B)		
A un an au plus . . . . .	76 930 709	26 577 227
A plus d'un an . . . . .	87 823 422	35 295 420
	164 754 131	61 872 647
Produits d'emprunts à recevoir . . . . .	13 812 155	—
Prêts en cours (Annexe B) . . . . .	2 734 525 659	2 160 481 294
(dont à verser 1973 - u.c. 302 385 248 1972 - u.c. 298 159 824)		
Garanties		
Créances au titre de prêts sur mandat . . . . .	92 896 175	92 896 175
Créances au titre de prêts accordés par des tiers Créances au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque . . . . .	(16 393 443) (21 490 655)	(16 393 443) (17 290 655)
Terrains et immeubles . . . . .	382 398	482 398
Intérêts et commissions à recevoir . . . . .	39 360 743	30 239 042
Frais d'émission à amortir . . . . .	50 328 801	38 748 863
Primes de remboursement à amortir . . . . .	7 873 032	8 639 433
	58 201 833	47 388 296
Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note C) . . . . .	41 035 663	18 970 034
Divers (Note D) . . . . .	6 919 703	14 592 489
	3 483 560 316	2 755 053 374

## Passif

	31.12.1973	31.12.1972
Capital (Annexe A)		
Souscrit . . . . .	2 025 000 000	1 500 000 000
Non appelé . . . . .	1 620 000 000	1 200 000 000
	<b>405 000 000</b>	300 000 000
Réserve statutaire (Note H) . . . . .	97 686 458	68 550 827
Provisions (Note H)		
Pour risques sur prêts et garanties . . . . .	105 000 000	71 000 000
Pour péréquation d'intérêts . . . . .	13 000 000	9 000 000
Pour risques monétaires . . . . .	23 000 000	12 500 000
Pour construction . . . . .	11 000 000	6 500 000
	<b>152 000 000</b>	99 000 000
Frais d'émission amortis précédemment et réactivés .	23 127 079	23 127 079
Fonds de pension du personnel . . . . .	4 406 795	3 248 490
Dettes envers Etats membres pour ajustement du capital . . . . .	102 631	107 199
Emprunts (Annexe C)		
Obligations et bons de caisse . . . . .	1 948 711 958	1 521 120 207
Autres emprunts à moyen et long terme . . . . .	325 686 135	251 124 982
	<b>2 274 398 093</b>	1 772 245 189
Primes de remboursement sur obligations . . . . .	12 120 542	12 060 599
	<b>2 286 518 635</b>	1 784 305 788
Montants à verser sur prêts en cours . . . . .	302 385 248	298 159 824
Garanties		
Sur prêts sur mandat . . . . .	92 896 175	92 896 175
Sur prêts accordés par des tiers . . . . .	(16 393 443)	(16 393 443)
Sur participations des tiers au financement des prêts de la Banque . . . . .	(21 490 655)	(17 290 655)
Intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance . . . . .	64 972 048	43 467 892
Coupons et obligations échus - non encore payés (Note C) . . . . .	41 035 663	18 970 034
Divers (Note D) . . . . .	13 429 584	23 220 066
	<b>3 483 560 316</b>	2 755 053 374

## Compte d'ordre

Titres reçus en garantie de prêts sur mandat . . . . .	u.c. 23 224 044	u.c. 23 224 044
Titres reçus en dépôt . . . . .	u.c. 82 894 682	u.c. 92 105 627



# Compte de profits et de pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 1973

(en unités de compte de 0,88867088 gramme d'or fin) — Voir les notes sur les états financiers, Annexe D

Débit	1973	1972	Crédit	1973	1972
Dépenses et charges administratives . . . . .	8 339 009	6 034 013	Intérêts et commissions sur prêts . . . . .	160 010 213	118 811 368
Intérêts et charges sur emprunts . . . . .	143 040 680	104 570 351	Intérêts et commissions sur placements . . . . .	30 238 494	16 851 366
Amortissement sur frais d'émission et sur primes de remboursement . . . . .	6 942 417	5 581 925	Commissions de gestion (Note E) . . . . .	1 573 263	1 385 803
Frais financiers . . . . .	1 016 472	358 421	Produits financiers et autres recettes . . . . .	999 622	1 273 123
Amortissements sur immeubles . . . . .	100 000	100 000			
sur achats nets installations et matériel . . . . .	132 703	101 673	Différences de change . . . . .	—	153 654
	232 703	201 673	Utilisation de la provision spéciale constituée au 31.12.1971 . . . . .	—	4 104 000
Différences de change (Note F) . . . . .	8 718 527	6 801 937	Plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque, non soumis à l'ajustement de l'Art. 7 des Statuts (Note G) . . . . .	1 324 294	2 846 744
Provision pour risques sur prêts et garanties . . . . .	10 151 426	7 000 000			
Provision pour péréquation d'intérêts . . . . .	976 941	—			
Provision pour risques monétaires . . . . .	6 301 308	7 500 000			
Provision pour construction . . . . .	2 316 680	2 500 000			
Solde affecté à la réserve statutaire . . . . .	6 109 723	4 877 738			
	194 145 886	145 426 058		194 145 886	145 426 058

# Situation de la Section Spéciale<sup>(1)</sup> au 31 décembre 1973

(en unités de compte de 0,88867088 gramme d'or fin)

Actif	31.12.1973	31.12.1972	Passif	31.12.1973	31.12.1972
<b>Turquie</b>					
<i>Sur ressources des Etats membres</i>					
Prêts . . . . .	<b>190 772 738</b>	158 841 951	Fonds en gestion fiduciaire	<b>190 772 738</b>	158 841 951
Prêts à verser . . . . .	<b>59 599 384</b>	14 512 565	Fonds à verser . . . . .	<b>59 599 384</b>	14 512 565
Total (2)	<b>250 372 122</b>	173 354 516	Total	<b>250 372 122</b>	173 354 516

## Etats africains et malgache et pays et territoires d'outre-mer associés

<i>Sur ressources de la Communauté Economique Européenne</i>					
Prêts . . . . . (3)	<b>47 286 984</b>	36 238 458	Fonds en gestion fiduciaire	<b>48 184 955</b>	36 238 458
Prêts à verser . . . . .	<b>36 663 019</b>	18 489 954	Fonds à verser : sur prêts .	<b>36 663 019</b>	18 489 954
Contributions à la formation de capitaux à risques (dont à verser : u.c. 740 432)	<b>1 638 403</b>	—	Sur contributions à la formation de capitaux à risques . . . . .	<b>740 432</b>	—
Total	<b>85 588 406</b>	54 728 412	Total	<b>85 588 406</b>	54 728 412

## Résumé

Prêts . . . . .	<b>238 059 722</b>	195 080 409	Fonds en gestion fiduciaire	<b>238 957 693</b>	195 080 409
Prêts à verser . . . . .	<b>96 262 403</b>	33 002 519	Fonds à verser : sur prêts .	<b>96 262 403</b>	33 002 519
Contributions à la formation de capitaux à risques (dont à verser : u.c. 740 432)	<b>1 638 403</b>	—	Sur contributions à la formation de capitaux à risques . . . . .	<b>740 432</b>	—
Total	<b>335 960 528</b>	228 082 928	Total	<b>335 960 528</b>	228 082 928

(1) La Section Spéciale a été instaurée par le Conseil des Gouverneurs le 27 mai 1963; y sont comptabilisées les opérations que la Banque Européenne d'Investissement effectue pour le compte et sur mandat des Etats membres et de la Communauté Economique Européenne.

(2) Montant original des prêts signés pour le financement des projets situés en Turquie pour le compte et sur mandat des Etats membres : u.c. 254 900 000

### A déduire :

— remboursements	u.c. 659 942	
— ajustements de change sur les montants versés	u.c. 3 867 936	
		u.c. 4 527 878
		u.c. 250 372 122

(3) Montant original des prêts signés pour le financement de projets dans les Etats africains et malgache et dans les pays et territoires d'outre-mer associés (EAMA-PTOM) pour le compte et sur mandat de la Communauté Economique Européenne :

u.c. 85 257 831

### A ajouter :

— intérêts capitalisés	u.c. 504 269	
— ajustements de change sur les montants versés	u.c. 919	
		u.c. 505 188
		u.c. 85 763 019

### A déduire :

— annulations	u.c. 1 213 731	
— remboursements	u.c. 599 285	
		u.c. 1 813 016
		u.c. 83 950 003



## Annexe A - Etat des souscriptions au capital

Au 31 décembre 1973

En milliers d'unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe D

Pays membres	Capital souscrit	Capital non appelé (1)	Capital appelé		Total
			Versé au 31. 12. 1973	A verser le 31. 1. 1974	
Allemagne	450 000	360 000	82 500	7 500	90 000
France	450 000	360 000	82 500	7 500	90 000
Royaume-Uni	450 000	360 000	90 000	—	90 000
Italie	360 000	288 000	66 000	6 000	72 000
Belgique	118 500	94 800	22 662,5	1 037,5	23 700
Pays-Bas	118 500	94 800	20 787,5	2 912,5	23 700
Danemark	60 000	48 000	12 000	—	12 000
Irlande	15 000	12 000	3 000	—	3 000
Luxembourg	3 000	2 400	550	50	600
<b>Total</b>	<b>2 025 000</b>	<b>1 620 000</b>	<b>380 000</b>	<b>25 000</b>	<b>405 000</b>

(1) Le Conseil d'Administration peut en exiger le versement pour autant que ce versement soit rendu nécessaire pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande ont libéré leur participation au capital appelé en date du 28 février 1973 à concurrence de 20 % en espèces dans leurs monnaies nationales et à concurrence de 80 % par livraison de Bons du Trésor ne portant pas intérêts, venant à l'échéance en quatre tranches égales respectivement le 30.9.1973, 30.4.1974, 30.11.1974, 30.6.1975. Les Bons du Trésor non encore échus, soit u.c. 63 000 000, sont repris dans la rubrique Portefeuille.

La part contributive du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande aux réserves et aux provisions de la Banque a été fixée à un montant de u.c. 56 279 553 par décision du Conseil des Gouverneurs du 27 juin 1973. La contrevaletur de ce montant en monnaies nationales est à verser en cinq tranches égales respectivement à la date prévue pour la libération du capital appelé et aux dates d'échéances des Bons du Trésor remis en paiement du capital.

## Annexe B - Décomposition des prêts en cours

Au 31 décembre 1973

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe D

Pays ou territoires où les prêts ont été accordés (1) (2)	Nombre de prêts	Montant versé	Montant à verser	Total (3)	%
Allemagne	61	423 888 477,93	21 038 251,37	444 926 729,30	16,27
France	66	599 339 937,04	81 911 133,75	681 251 070,79	24,91
Royaume-Uni	4	28 559 849,91	43 019 965,58	71 579 815,49	2,62
Italie	189	1 152 870 567,99	113 120 000,00	1 265 990 567,99	46,30
Belgique	6	59 524 653,44	—	59 524 653,44	2,18
Pays-Bas	5	36 589 595,07	—	36 589 595,07	1,34
Danemark	2	6 826 666,66	—	6 826 666,66	0,25
Irlande	3	5 476 738,51	19 919 984,06	25 396 722,57	0,93
Luxembourg	3	6 098 856,33	—	6 098 856,33	0,22
Grèce	14	50 480 756,77	—	50 480 756,77	1,85
Cameroun	9	11 157 351,31	3 025 949,00	14 183 300,31	0,52
Congo	1	7 755 356,84	—	7 755 356,84	0,28
Côte-d'Ivoire	7	11 581 137,07	18 139 639,00	29 720 776,07	1,09
Gabon	4	2 649 831,29	1 195 000,00	3 844 831,29	0,14
Haute-Volta	1	420 083,72	—	420 083,72	0,02
Mauritanie	1	8 423 603,79	—	8 423 603,79	0,30
Sénégal	2	2 857 917,63	142 283,00	3 000 200,63	0,11
Zaïre	2	15 894 432,47	873 042,00	16 767 474,47	0,61
Nouvelle-Calédonie	1	1 744 597,86	—	1 744 597,86	0,06
<b>Total</b>	<b>381</b>	<b>2 432 140 411,63</b>	<b>302 385 247,76</b>	<b>2 734 525 659,39</b>	<b>100,00</b>

### (1) Monnaies remboursables sur prêts en cours :

Monnaie :

Monnaies des pays membres

Option de la Banque entre les monnaies des anciens

pays membres de la Communauté

Autres monnaies

Montant :

u.c. 1 698 059 152

u.c. 15 917 914

u.c. 718 163 345

Partie versée sur prêts en cours

u.c. 2 432 140 411

A ajouter partie non versée sur prêts en cours

u.c. 302 385 248

u.c. 2 734 525 659

### (2) Ventilation des prêts en cours suivant les garanties principales dont ils sont assortis au 31.12.1973 \* :

Prêts accordés aux Etats membres ou bénéficiant de

leur garantie

u.c. 1 477 481 949

Prêts accordés à des institutions publiques d'Etats

membres ou garantis par ces dernières

u.c. 639 147 747

Prêts accordés à/ou garantis par des Banques y

compris certaines Institutions de crédit à long terme

u.c. 227 042 302

Prêts garantis par des Sociétés (autres que des

Banques) sous contrôle majoritaire d'Etats membres

u.c. 155 329 687

ou d'Institutions publiques dans la Communauté

u.c. 86 052 476

Prêts garantis par des sûretés réelles sur Immeubles

u.c. 79 858 435

Prêts garantis par des Sociétés (autres que des

banques) du secteur privé

u.c. 67 936 666

Prêts accordés aux Etats associés ou bénéficiant de

leur garantie

u.c. 1 676 397

Prêts garantis par des sûretés réelles sur d'autres

biens; autres sûretés

u.c. 2 734 525 659

### (3) Montant original des prêts ordinaires sur la base des parités officielles déclarées au Fonds Monétaire International au jour de la signature :

u.c. 3 238 653 888

A déduire :

Ajustements de change sur les montants non encore

versés aux dates de changement de parités

u.c. 25 948 540

Montant des crédits ouverts

u.c. 3 212 705 348

A déduire :

a) résiliations et annulations

u.c. 9 260 625

b) remboursement du principal

u.c. 361 327 524

c) participations sur prêts

attribuées à des tiers

u.c. 21 490 655

u.c. 392 078 804

A déduire :

Ajustements de change sur les montants versés

u.c. 86 100 885

Prêts ordinaires en cours

u.c. 2 734 525 659

L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque, qui, en vertu de l'article 18, alinéa 5 des Statuts, ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit, était au 31.12.1973 de :

— prêts ordinaires

u.c. 2 734 525 659

— garanties accordées :

. au titre de prêts sur mandat

u.c. 92 896 175

. au titre de prêts accordés par des tiers

u.c. 16 393 443

. au titre des participations des tiers au finance-

ment des prêts de la Banque

u.c. 21 490 655

u.c. 130 780 273

u.c. 2 865 305 932

\* Pour une partie des prêts, il y a cumul entre plusieurs types de garanties ou de sûretés.

## Annexe C - Etat de la dette consolidée

Au 31 décembre 1973

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe D

Payable en	Opérations de l'exercice				Dette en cours au 31 décembre 1973		
	Dette en cours au 31 décembre 1972	Emprunts	Rembour- sements	Ajustements de change	Montant (1)	Taux d'intérêt moyens pondérés	Echéances
DM	461 748 634	95 628 415	6 010 929	—	551 366 120	6,76	1974/1988
FF	127 431 903	36 008 851	14 125 840	—	149 314 914	7,13	1974/1988
LIT	261 669 440	80 000 000	5 656 960	—	336 012 480	6,55	1974/1988
FB	129 616 000	52 000 000	2 460 000	—	179 156 000	7,39	1974/1993
FL	111 850 828	55 248 619	1 754 143	—	165 345 304	7,07	1974/1990
FLUX	52 321 343	42 000 000	156 753	—	94 164 590	7,18	1974/1988
Eurco (2)	—	30 159 191	—	—	30 159 191	8,375	1974/1988
\$	549 254 405	149 211 001	13 317 812	66 406 764	618 740 830	7,79	1974/1990
FS	78 352 636	48 970 397	—	—	127 323 033	6,68	1974/1988
£LIB	—	22 815 631	—	—	22 815 631	7,125	1974/1985
<b>Total</b>	<b>1 772 245 189</b>	<b>612 042 105</b>	<b>43 482 437</b>	<b>66 406 764</b>	<b>2 274 398 093</b>		
Primes de remboursement	12 060 599	300 000	240 057	—	12 120 542		
<b>Total général</b>	<b>1 784 305 788</b>	<b>612 342 105</b>	<b>43 722 494</b>	<b>66 406 764</b>	<b>2 286 518 635</b>		

(1) Le tableau suivant indique les montants totaux requis en capital pour le remboursement des emprunts pendant les cinq ans suivant la date de cet état :

Période	1974	1975	1976	1977	1978
Montant	u.c.	u.c.	u.c.	u.c.	u.c.
	78 342 796	123 284 936	105 838 820	180 851 824	200 959 545

(2) L'Eurco est composé invariablement par la somme de montants fixes de toutes les monnaies des Pays membres de la Communauté Economique Européenne, à savoir : 1 Eurco = 0,9 DM + 1,2 FF + 0,075 £ + 80 LIT + 0,35 FL + 4,5 FB + 0,2 KRD + 0,005 £IR + 0,5 FLUX.

## Annexe D - Notes sur les états financiers

Au 31 décembre 1973

### NOTE A — Unité de compte retenue pour l'établissement des états financiers

Les comptes et le bilan de la Banque Européenne d'Investissement sont établis dans l'unité de compte définie à l'article 4, paragraphe 1, de ses Statuts, sa valeur est de 0,88867088 gramme d'or fin.

La conversion des différentes monnaies nationales a été effectuée sur la base des parités au 31 décembre 1973, déclarées au Fonds Monétaire International.

Les relations de taux de change adoptées en décembre 1971 à Washington n'ayant pas été déclarées sauf en ce qui concerne le dollar comme parités officielles à la fin de l'année 1973, les parités entre l'unité de compte et les monnaies entrant en ligne de compte pour l'établissement des états financiers étaient les suivantes au 31 décembre 1973 :

3,66	Deutsche Mark
5,55419	francs français
0,416667	livre sterling
625	lires italiennes
50	francs belges
3,62	florins hollandais
7,50	couronnes danoises
0,416667	livre irlandaise
50	francs luxembourgeois
1,20635	dollar des États-Unis
4,0841	francs suisses
2,19148	livres libanaises

### NOTE B — Portefeuille

Le portefeuille comprend (a) des bons du Trésor, des bons de caisse et des obligations à leur valeur d'achat, limitée éventuellement au nominal ou à la valeur boursière : u.c. 147 650 065

(b) des obligations propres à leur valeur de rachat :  
u.c. 13 954 068

et (c) des effets bancaires à leur valeur nominale :  
u.c. 3 149 998

La répartition, selon les échéances, est la suivante :

— à 3 mois au plus . . . . .	u.c. 28 141 584
— à plus de 3 mois et à 6 mois au plus . . . . .	u.c. 26 428 301
— à plus de 6 mois et à 12 mois au plus . . . . .	u.c. 22 360 824
— à plus de 12 mois . . . . .	u.c. 87 823 422

### NOTE C — Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

Cette rubrique, qui trouve sa contre-partie au passif dans le poste « Coupons et obligations échus - non encore payés », représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement. Elle s'élève à . . . . . u.c. 41 035 663



## NOTE D — Comptes divers

Ces comptes comptabilisent :

### a) à l'actif du bilan :

- la plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs nets de la Banque, mais non soumis à l'ajustement de l'article 7 des Statuts :

plus-value au 31.12.1972	u.c.	2 846 744	
plus-value au 31.12.1973	u.c.	1 324 294	
(Note G)			u.c. 4 171 038
— les comptes de débiteurs divers	u.c.		2 748 665

### b) au passif du bilan :

- les dépenses à régler et autres charges administratives prévues ou à règlement différé à la clôture de l'exercice, ainsi que les comptes de créditeurs divers

u.c. 13 429 584

## NOTE E — Commissions de gestion

Ce poste représente la rémunération pour la gestion des prêts pour le compte et sur mandat des États membres et de la Communauté Economique Européenne.

## NOTE F — Différences de change

Ce poste comptabilise :

— la perte résultant de la dévaluation du dollar EU du 18 octobre 1973	u.c.	8 031 610
— la perte nette résultant des opérations financières au cours de l'exercice 1973	u.c.	686 917
	u.c.	8 718 527

## NOTE G — Plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque, non soumis à l'ajustement de l'article 7 des Statuts

Ce poste comptabilise :

La plus-value nette au 31 décembre 1973 ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque, non soumis à l'ajustement de l'article 7 des Statuts :

— sur la base des taux centraux pour les monnaies dont les taux centraux ont été notifiés au Fonds Monétaire International : plus-value par rapport au 31 décembre 1972 (u.c. 2 846 744)	u.c.	8 693 833
— sur la base des taux de change du dollar EU sur le marché financier au 31 décembre 1973 pour les monnaies ayant un taux flottant :		
moins-value	u.c.	7 369 539
plus-value nette par rapport au 31 décembre 1972	u.c.	1 324 294

## NOTE H — Affectation de l'excédent du compte de profits et de pertes

L'excédent du compte de profits et de pertes restant à affecter aux réserves et aux provisions, après amortissement des frais d'émission et des primes de remboursement, s'est élevé en 1973 à u.c. 25 856 078 contre u.c. 21 877 738 en 1972.

Sur la recommandation du Comité de Direction, le Conseil d'Administration a décidé de proposer au Conseil des Gouverneurs d'affecter l'excédent de gestion à concurrence :

- a) de u.c. 6 109 723 à la réserve statutaire;
- b) de u.c. 10 151 426 à la provision pour risques sur prêts et garanties;
- c) de u.c. 976 941 à la provision pour péréquation d'intérêts;
- d) de u.c. 6 301 308 à la provision pour risques monétaires;
- e) de u.c. 2 316 680 à la provision pour construction, destinée à faire face aux charges prévues pour la construction d'un nouveau bâtiment de la Banque.

Evolution de la Réserve statutaire et des provisions au cours de l'exercice 1973  
en unités de compte

	Réserve statutaire	Pour risques sur prêts et garanties	Pour péréquation d'intérêts	Pour risques monétaires	Provisions Pour construction
Solde au 31.12.1972	68 550 827	71 000 000	9 000 000	12 500 000	6 500 000
Part contributive du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande (voir Annexe A)	23 025 908	23 848 574	3 023 059	4 198 692	2 183 320
Affectations du 31.12.1973	6 109 723	10 151 426	976 941	6 301 308	2 316 680
	97 686 458	105 000 000	13 000 000	23 000 000	11 000 000

## Rapport de Messieurs Price Waterhouse & Co.

Monsieur le Président,  
Banque Européenne d'Investissement,  
Luxembourg.

A notre avis, les états financiers qui précèdent constituent une présentation fidèle et régulière de la situation financière de la Banque Européenne d'Investissement au 31 décembre 1973 et des résultats de ses opérations de l'exercice, selon les principes comptables généralement admis appliqués sur une base conforme à celle de l'exercice précédent. Notre examen a été effectué selon les normes de révision généralement admises et a donc comporté tels sondages de la comptabilité et telles autres opérations de contrôle que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Les états financiers couverts par notre avis sont les suivants :

Bilan

Compte de profits et de pertes

Section spéciale

Etat des souscriptions au capital

- Annexe A

Décomposition des prêts en cours

- Annexe B

Etat de la dette consolidée

- Annexe C

Notes sur les états financiers

- Annexe D

Le 14 mars 1974.

PRICE WATERHOUSE & CO.

# Déclaration du Comité de Vérification

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des Statuts et de l'article 25 du Règlement intérieur de la Banque Européenne d'Investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

- ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,
- ayant pris connaissance du rapport établi par MM. Price Waterhouse & Co, en date du 14 mars 1974,

vu le Rapport Annuel 1973 ainsi que le Bilan de la Banque au 31 décembre 1973 et le Compte de Profits et de Pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'Administration en sa séance du 25 avril 1974,

vu les articles 22, 23 et 24 du Règlement intérieur,

certifie par la présente :

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1973 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les Statuts et le Règlement intérieur,

que le Bilan et le Compte de Profits et de Pertes sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 14 mai 1974

Le Comité de Vérification

E. RAUS R. LÉONARD H.G. DAHLGRÜN



Tableau 5 : Liste des projets financés en 1973

## Opérations ordinaires

millions u. c.

millions u. c.

PAYS MEMBRES 696,8

DANEMARK 51,2 millions de couronnes danoises 6,8

1. Centrale thermique de Godthaab (Groenland)  
Danemark (Ministère du Groenland)  
25 millions KRD 3,3

2. Installations portuaires à Frederikshaab, Narssaq  
et Julianehaab (Groenland)  
Danemark (Ministère du Groenland)  
26,2 millions KRD 3,5

ALLEMAGNE 676,95 millions de Deutsche Mark 204,5

3. Centrale nucléaire à haute température d'Uentrop  
(Rhénanie du Nord - Westphalie)  
Hochtemperatur-Kernkraftwerk GmbH  
90 millions DM 28,0

4.-5. Centrale nucléaire de Biblis (Hesse) - deuxième  
tranche  
Rheinisch-Westfälisches Elektrizitätswerk AG  
(RWE)  
Premier prêt : 102 millions DM 30,0  
Second prêt : 51 millions DM 15,8

6.-8. Centrale nucléaire de Neckarwestheim/Gem-  
righeim (Bade-Wurtemberg)  
Neckarwerke Kernkraft GmbH  
Premier prêt : 51 millions DM 15,0  
Second prêt : 51 millions DM 15,8  
TWS Kernkraft GmbH  
51 millions DM 15,0

9. Extension des réseaux de distribution d'électri-  
cité et de gaz naturel dans le nord-ouest de la  
Basse-Saxe  
Energieversorgung Weser-Ems AG  
20 millions DM 5,9

10. Chalutiers-congérateurs pour la pêche hauturière  
Reederei Söhle, Bremerhaven  
17,7 millions DM 5,5

11. Train à petits fers à Neunkirchen (Sarre)

Neunkircher Eisenwerk AG  
25 millions DM 7,8

12. Installations d'aspiration et de dépoussiérage des  
fumées d'une aciérie à Hüttental-Geisweid (Rhé-  
nanie du Nord - Westphalie)

Stahlwerke Südwestfalen AG  
4,5 millions DM 1,4

13. Usine d'aluminium de première fusion à Stade  
(Basse-Saxe)

Vereinigte Aluminiumwerke AG (VAW)  
40 millions DM 12,4

14. Extension d'ateliers de production de porcelaines  
sanitaires et de carreaux à Lübeck-Dänischburg  
(Schleswig-Holstein)

Villeroy & Boch Keramische Werke KG  
20 millions DM 5,9

15. Usine de produits pharmaceutiques à Cuxhaven  
(Basse-Saxe)

TAD Pharmazeutisches Werk GmbH  
1,75 million DM 0,5

16. Etablissement de fabrication de matériel de  
forage à Uetze (Basse-Saxe)

Prakla-Seismos Geomechanik GmbH  
2 millions DM 0,6

17. Ateliers de montage d'automobiles à Dingolfing  
(Bavière)

Bayerische Motoren Werke AG  
50 millions DM 15,5

18. Usine de freins à disques, maîtres cylindres et  
servo-freins à Sarrebruck, et fonderie pour le  
moulage de pièces brutes à Neunkirchen (Sarre)

Deutsche Bendix Ausrüstungs GmbH  
15 millions DM 4,3

19. Usine d'engins et de matériel de chantier à  
Ellerau (Schleswig-Holstein)

Koehring GmbH  
15 millions DM 4,4

20. Prêt global à l'Industriekreditbank AG (IKB) pour  
le financement d'initiatives de petite et moyenne  
dimension dans des régions de développement ou  
de conversion

70 millions DM 20,6

millions u. c.

<b>FRANCE</b> 947,3 millions de francs français	<b>170,6</b>
<b>21. Centrale hydro-électrique de Gamsheim (Alsace)</b> <b>Centrale Electrique Rhénane de Gamsheim S.A. - CERGA</b> 90 millions FF	16,2
<b>22. Centrale nucléaire de Bugey à Saint-Vulbas (Rhône-Alpes) - deuxième tranche</b> <b>Electricité de France (EDF)</b> 83,3 millions FF	15,0
<b>23.-26. Renforcement et extension de réseaux d'adduction d'eau en Bretagne</b> <b>Départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan</b> Quatre prêts de 5 millions FF	3,6
<b>27. Accroissement de la capacité de transport de la ligne Culoz-Chambéry-Modane (Rhône-Alpes)</b> <b>Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF)</b> 100 millions FF	18,0
<b>28. Rames à turbines à gaz pour les liaisons interrégionales (Lyon-Bordeaux, Lyon-Nantes, Lyon-Strasbourg)</b> <b>Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF)</b> 50 millions FF	9,0
<b>29. Extension et modernisation des télécommunications dans la région Midi-Pyrénées</b> <b>Administration des Postes et Télécommunications</b> 166,6 millions FF	30,0
<b>30. Extension et modernisation des télécommunications dans la région Poitou-Charentes</b> <b>Administration des Postes et Télécommunications</b> 138,8 millions FF	25,0
<b>31. « Mini-acière » à Toulon (Provence-Côte d'Azur)</b> <b>Société SUDACIER S.A.</b> 20 millions FF	3,6
<b>32. Usine de porcelaine sanitaire à Bischwiller (Alsace)</b> <b>CERAFILIA</b> 12 millions FF	2,2
<b>33. Prêt global au Crédit National pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension principalement dans les régions de développement ou de conversion</b> 166,6 millions FF	30,0

millions u. c.

<b>34. Prêt global à la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel (CCCHCI) pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension principalement dans les régions de développement ou de conversion</b> 100 millions FF	18,0
<b>IRLANDE</b> 11,1 millions de livres irlandaises	<b>22,6</b>
<b>35. Extension et modernisation des télécommunications</b> <b>Irlande - Ministère des Postes et Télégraphes</b> 7,5 millions £IR	15,3
<b>36. Modernisation de sucreries dans le Sud-Est et le Sud-Ouest</b> <b>Comhlucht Siuicre Eireann Teoranta (Irish Sugar Company Limited)</b> 2,8 millions £IR	5,7
<b>37. Usine de produits destinés à l'alimentation animale à Cork (Sud-Ouest)</b> <b>Irish Agricultural Wholesale Society Ltd</b> 0,8 million £IR	1,6
<b>ITALIE</b> 132,75 milliards de liras italiennes	<b>181,9</b>
<b>38. Acquisition de plates-formes semi-submersibles pour la prospection d'hydrocarbures en mer</b> <b>SAIPEM S.p.A. (groupe ENI)</b> 18 milliards LIT	24,4
<b>39. Section Voltri-Alessandria de l'« Autoroute des Tunnels » (liaison Gênes-Simplon)</b> <b>Autostrade-Concessioni e Costruzioni Autostrade S.p.A.</b> 20,8 milliards LIT	28,2
<b>40. Extension et modernisation des télécommunications en Sardaigne</b> <b>SIP - Società Italiana per l'Esercizio Telefonico p.A.</b> 20 milliards LIT	28,8
<b>41. Extension et modernisation des télécommunications en Calabre</b> <b>SIP - Società Italiana per l'Esercizio Telefonico p.A.</b> 22 milliards LIT	29,8
<b>42. Extension d'une usine de fer-blanc, de tôles galvanisées et de tôles minces à Naples (Campanie)</b> <b>Cantieri Metallurgici Italiani S.p.A.</b> 3 milliards LIT	4,3



	millions u. c.
43. Extension d'une cimenterie à Porto Empedocle (Sicile) <b>Cementerie Siciliane S.p.A.</b> 2,95 milliards LIT	4,0
44. Usine de moteurs d'automobile à Termoli (Molise) <b>Fiat S.p.A.</b> 19 milliards LIT	25,7
45. Usine de matériel de télécommunication à Carini (Sicile) <b>Società Italiana Telecomunicazioni Siemens S.p.A.</b> 2 milliards LIT	2,7
46. Prêt global au <b>Credito Industriale Sardo (CIS)</b> pour le financement d'initiatives industrielles de petite et moyenne dimension en Sardaigne 10 milliards LIT	13,6
47. Prêt global à l' <b>Istituto per lo sviluppo economico dell'Italia meridionale (ISVEIMER)</b> pour le financement d'initiatives industrielles de petite et moyenne dimension dans le Mezzogiorno continental 15 milliards LIT	20,3
<b>ROYAUME-UNI</b> 32,9 millions de livres sterling	67,1
48. Installations de préparation des charges du complexe sidérurgique de Teesside (Nord) <b>British Steel Corporation</b> 14,7 millions £	30,0
49. Haut fourneau et autres installations dans l'usine sidérurgique de Llanwern (Pays de Galles) <b>British Steel Corporation</b> 14,7 millions £	30,0
50. Prêt global à l' <b>Industrial and Commercial Finance Corporation Ltd (ICFC)</b> pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension principalement dans les régions de développement ou de conversion 3,5 millions £	7,1
<b>AUTRICHE</b>	43,3
51. Gazoduc Trans-Austria Gasline pour l'approvisionnement de la Communauté en gaz naturel en provenance de l'Union soviétique <b>Ente Nazionale Idrocarburi (ENI)</b> 17,35 milliards LIT	23,5

	millions u. c.
52. Gazoduc Trans-Austria Gasline pour l'approvisionnement de la Communauté en gaz naturel en provenance de l'Union soviétique <b>Gaz de France</b> 110 millions FF	19,8

ETATS AFRICAINS, MALGACHE ET MAURICIEN  
ASSOCIES 3,03 milliards de francs CFA 10,9

#### CAMEROUN

53. Extension d'une sucrerie-raffinerie et des plantations de cannes à sucre à Mbandjock <b>Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM)</b> 500 millions de FCFA	1,8
---	-----

#### CÔTE-D'IVOIRE

54. Amélioration et bitumage de la route San Pedro-Issia <b>Côte-d'Ivoire</b> 2,20 milliards de FCFA	7,9
--	-----

#### GABON

55. Hôtel à Libreville <b>Société « Hôtel du Dialogue »</b> 332 millions de FCFA	1,2
--	-----

## Opérations spéciales

ETATS AFRICAINS, MALGACHE ET MAURICIEN  
ASSOCIES 8,10 milliards de francs CFA 29,2

#### CAMEROUN

56. Extension d'une sucrerie-raffinerie et des plantations de cannes à sucre à Mbandjock <b>Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM)</b> 150 millions de FCFA sous forme de prise de participation dans le capital	0,5
57. Palmeraies sélectionnées et huilerie à Dibombari <b>Société Camerounaise de Palmeraies « SOCA-PALM »</b> 2,46 milliards de FCFA	8,8

millions u. c.

**CÔTE-D'IVOIRE**

58. Amélioration et bitumage de la route San Pedro-Issia  
**Côte-d'Ivoire**  
 1,90 milliard de FCFA 6,8
59. Plantation d'hévéas dans le Sud-Ouest  
**Société des Caoutchoucs de Côte-d'Ivoire (SOCATCI)**  
 1,92 milliard de FCFA 6,9

**HAUTE-VOLTA**

60. Complexe agro-industriel de la Société Sucrière Voltaïque (SOSUHV) pour la production de sucre à Banfora dans le Sud-Ouest  
**Haute-Volta**  
 1,40 milliard de FCFA 5,0

**SÉNÉGAL**

61. Etudes complémentaires et investissements préparatoires pour un projet de centre de réparations navales de navires de fort tonnage à Dakar  
**Société pour le Développement de l'Infrastructure des Chantiers Maritimes du Port de Dakar (DAKARMARINE)**  
 270 millions de FCFA sous forme de contribution à la formation des capitaux à risques 1,0

**DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER 2,7****LA MARTINIQUE**

62. Modernisation de la Route Nationale n° 2, reliant Fort-de-France à Saint-Pierre  
**Département de la Martinique**  
 3,5 millions FF 0,6

**LA RÉUNION**

63. Modernisation de la Route Nationale n° 1, reliant Saint-Denis au port de la Pointe des Galets  
**Département de la Réunion**  
 590 millions de FCFA 2,1

millions u. c.

**TURQUIE 1 258,7 millions de livres turques (1) 76,4**

64. Electrification de la ligne ferroviaire Istanbul-Adapazari et fourniture de 15 locomotives électriques  
**Entreprise des Chemins de Fer de l'Etat (TCDD)**  
 66,1 millions £ TQ 4,4
65. Modernisation de la flotte aérienne en service sur les lignes intérieures turques, par l'acquisition de cinq avions biréacteurs Fokker F 28 Fellowship  
**Türk Hava Yolları** (compagnie des lignes aériennes turques)  
 146,1 millions £ TQ 8,6
66. Extension d'une cimenterie à Eskisehir  
**Eskisehir Çimento Fabrikası T.A.S.**  
 33,8 millions £ TQ 2,0
67. Extension d'une usine de fibres synthétiques à Bursa, Anatolie de l'Ouest  
**SIFAS - Sentetik Iplik Fabrikaları A.S.**  
 59,1 millions £ TQ 3,5
68. Usine de production de caoutchouc synthétique à Izmit  
**Petkim Kauçuk**, filiale de Petkim Petrokimya A.S.  
 97,3 millions £ TQ 6,4
69. Deuxième tranche du programme de dieselisation des chemins de fer turcs : construction en Turquie de 140 locomotives diesel  
**Entreprise des Chemins de Fer de l'Etat (TCDD)**  
 396,9 millions £ TQ 23,5
70. Modernisation d'une exploitation forestière et construction d'une usine de pâte à papier, papier et carton ainsi que d'une scierie près d'Antalya  
**Ministère des Forêts et Selüloz ve Kâğıt Fabrikaları İşletmesi (SEKA)**  
 337,8 millions £ TQ 20,0
71. Prêt global à la **Banque de Développement Industriel de Turquie (TSKB)** pour le financement de projets industriels de petite ou moyenne dimension du secteur privé  
 91,2 millions £ TQ 6,0
72. Prêt global à l'**Etat turc** pour le financement de dépenses de préinvestissement du secteur public  
 30,4 millions £ TQ 2,0

(1) Les montants en livres turques sont donnés à titre purement indicatif.



Tableau 6 : **Financements accordés de 1958 à 1973**

Répartition par types de financement et par pays

Pays	Nombre	Montant (millions u.c.)	% du total
<b>Opérations ordinaires</b>			
<b>Pays membres :</b>			
Belgique . . . . .	6	67,2	1,8
Danemark . . . . .	2	6,8	0,2
Allemagne . . . . .	62	558,2	15,3
France . . . . .	70	741,1	20,3
Irlande . . . . .	3	22,6	0,6
Italie . . . . .	206	1 594,1	43,6
Luxembourg . . . . .	3	9,0	0,2
Pays-Bas . . . . .	5	42,9	1,2
Royaume-Uni . . . . .	3	67,1	1,8
Hors Communauté <sup>(1)</sup> . . . . .	2	43,3	1,2
<b>Total</b>	<b>362</b>	<b>3 152,3</b>	<b>86,2</b>
dont garanties <sup>(2)</sup>	9	110,0	3,0
<b>Pays associés :</b>			
Grèce . . . . .	15	69,2	1,9
EAMA - PTOM . . . . .	29	97,4	2,6
Cameroun . . . . .	9	17,3	
Congo . . . . .	1	9,0	
Côte-d'Ivoire . . . . .	7	28,7	
Gabon . . . . .	4	4,4	
Haute-Volta . . . . .	1	0,5	
Mauritanie . . . . .	1	11,0	
Sénégal . . . . .	2	3,9	
Zaïre . . . . .	2	17,6	
Côte-d'Ivoire et Haute-Volta . . . . .	1	3,0	
Nouvelle-Calédonie . . . . .	1	2,0	
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>166,6</b>	<b>4,5</b>
<b>Total des opérations ordinaires</b>	<b>406</b>	<b>3 318,9</b>	<b>90,7</b>
<b>Opérations spéciales <sup>(3)</sup></b>			
Turquie . . . . .	45	251,4	6,9
EAMA - PTOM - DOM . . . . .	29	87,8	2,4
Cameroun . . . . .	6	23,9	
Congo . . . . .	1	2,0	
Côte-d'Ivoire . . . . .	7	27,2	
Dahomey . . . . .	1	3,3	
Gabon . . . . .	2	3,3	
Haute-Volta . . . . .	1	5,0	
Madagascar . . . . .	1	1,9	
Mauritanie . . . . .	1	2,7	
Sénégal . . . . .	2	1,9	
Tchad . . . . .	1	1,2	
Zaïre . . . . .	1	9,0	
Nouvelle-Calédonie . . . . .	1	1,0	
Surinam . . . . .	1	1,9	
La Martinique . . . . .	1	0,6	
La Réunion . . . . .	2	2,8	
<b>Total des opérations spéciales</b>	<b>74</b>	<b>339,2</b>	<b>9,3</b>
dont contributions à la formation de capitaux à risques <sup>(4)</sup>	3	2,5	
<b>Total général</b>	<b>480</b>	<b>3 658,1</b>	<b>100,0</b>

(1) Projet Trans-Austria Gasline pour l'approvisionnement en gaz naturel de l'Italie (23,5 millions) et de la France (19,8 millions); financements effectués en vertu de l'art. 18, par. 1, al. 2 des Statuts de la Banque, permettant à son Conseil des Gouverneurs de l'autoriser à accorder son concours pour des projets hors de la Communauté.

(2) Dont l'Italie : 90,2 millions d'unités de compte; France : 2,7 millions d'unités de compte; Allemagne : 17,1 millions d'unités de compte.

(3) Opérations à conditions spéciales sur les ressources des Etats membres (Turquie) et du Fonds Européen de Développement (EAMA - PTOM - DOM) comptabilisées dans la Section Spéciale de la Banque.

(4) 0,5 million d'unités de compte pour un projet situé au Cameroun, 1 million d'unités de compte pour un projet situé en Côte-d'Ivoire et 1 million d'unités de compte pour un projet situé au Sénégal.

Tableau 7 : **Financements accordés de 1958 à 1973**

Répartition par secteurs (y compris les affectations sur prêts globaux)

Secteurs	Nombre		Montant		
	Prêts, garanties et participations	Affectations sur prêts globaux	Total (millions u.c.)	dont affectations sur prêts globaux (millions u.c.)	% du total
<b>Travaux d'infrastructure . . . . .</b>	<b>159</b>	<b>—</b>	<b>2 106,9</b>	<b>—</b>	<b>57,6</b>
Aménagement agricole . . . . .	12	—	139,8	—	3,8
Energie . . . . .	55	—	735,4	—	20,1
dont :					
Centrales électriques . . . . .	38	—	505,9	—	13,8
Gazoducs . . . . .	10	—	169,1	—	4,6
Autres . . . . .	7	—	60,4	—	1,7
Alimentation en eau et distribution . . . . .	6	—	31,6	—	0,9
Transports . . . . .	63	—	778,7	—	21,3
dont :					
Chemins de fer . . . . .	15	—	185,4	—	5,1
Routes et ouvrages d'art . . . . .	37	—	513,6	—	14,0
Transports maritimes et fluviaux . . . . .	8	—	40,9	—	1,2
Transports aériens . . . . .	2	—	33,9	—	0,9
Autres . . . . .	1	—	4,9	—	0,1
Télécommunications . . . . .	20	—	395,1	—	10,8
Autres . . . . .	3	—	26,3	—	0,7
<b>Agriculture, Industrie et Services . . . . .</b>	<b>321</b>	<b>171</b>	<b>1 551,2</b>	<b>84,0</b>	<b>42,4</b>
Agriculture, Forêts - Pêche . . . . .	2	—	12,4	—	0,3
Industrie (1) . . . . .	314	170	1 525,5	83,9	41,7
dont :					
Industries extractives * . . . . .	6	9	46,1	3,7	1,3
Production et première transformation des métaux * . . . . .	36	8	353,2	4,8	9,7
Matériaux de construction * . . . . .	27	15	87,3	6,5	2,4
Industrie du bois . . . . .	3	9	8,4	3,0	0,2
Verre et céramique . . . . .	12	3	25,5	1,1	0,7
Industrie chimique * . . . . .	68	8	318,1	2,9	8,7
Ouvrages en métaux et mécanique . . . . .	27	41	111,6	19,3	3,1
Automobiles, matériel de transport . . . . .	12	4	136,2	2,2	3,7
Construction électrique, électronique . . . . .	12	7	49,0	3,1	1,3
Produits alimentaires . . . . .	42	23	107,1	14,9	2,9
Textiles et cuirs . . . . .	27	19	40,5	9,1	1,1
Pâte à papier - Papier * . . . . .	9	8	67,6	5,5	1,8
Transformation du caoutchouc et matières plastiques . . . . .	9	13	43,3	6,6	1,2
Autres industries . . . . .	3	3	4,2	1,2	0,1
Prêts globaux . . . . .	21	—	127,4 (2)	—	3,5
Services . . . . .	5	1	13,3	0,1	0,4
dont :					
Tourisme . . . . .	3	—	9,5	—	0,3
Recherche et développement . . . . .	1	—	2,8	—	0,1
Autres services (activités de préinvestissement et assistance technique) . . . . .	1	1	1,0	0,1	—
<b>Total général . . . . .</b>	<b>480</b>	<b>171</b>	<b>3 658,1</b>	<b>84,0</b>	<b>100,0</b>

(1) Dont industries de base (marquées d'un astérisque) 872,3 millions.

(2) Ce montant correspond à la partie non affectée des prêts globaux.



Tableau 8 : Financements dans la Communauté (1) accordés de 1958 à 1973

Répartition selon l'objectif économique dominant (2)

	1973		1958-1973	
	Montant (millions u.c.)	%	Montant (millions u.c.)	%
1. Développement régional et conversion (art. 130 a et 130 b du Traité de Rome) . . . . .	424,5	60,9	2 251,0	71,4
2. Modernisation et conversion d'entreprises (création d'activités nouvelles, technologies nouvelles, etc.) et restructuration sectorielle (art. 130 b du Traité de Rome) . . . . .	5,5	0,8	64,8	2,1
3. Intérêt commun européen (art. 130 c du Traité de Rome) . . . . .	266,8	38,3	816,2	25,9
— Coopération industrielle, recherche et dé- veloppement . . . . .	16,2	2,3	87,8	2,8
— Infrastructures et politiques d'intérêt com- mun . . . . .	250,6 (2)	36,0	728,4	23,1
4. Directive spéciale (Berlin-Ouest) . . . . .	—	—	20,3	0,6
<b>Total . . . . .</b>	<b>696,8</b>	<b>100,0</b>	<b>3 152,3</b>	<b>100,0</b>

(1) Y compris deux prêts de 43,3 millions au total pour un projet localisé en Autriche (financements effectués en vertu de l'article 18, par. 1, al. 2 des Statuts de la Banque).

(2) Répartition des projets selon les objectifs de politique économique assignés à la Banque par l'article 130 du Traité de Rome, en prenant pour critère l'objectif prépondérant : le montant total de chaque prêt est donc affecté à la catégorie correspondante et à elle seule.

Tableau 9 : Financements dans la Communauté (1) accordés de 1958 à 1973

Répartition selon les divers objectifs de politique économique (2)

(en millions u.c.)

		dont							
Pays	Nombre	Montant	Développement régional (Mise en valeur des régions moins développées et conversion régionale; art. 130 a et b du Traité de Rome)		Intérêt commun à plusieurs États membres				Directive spéciale (Berlin-Ouest)
			Modernisation et conversion d'entreprises et restructuration sectorielle (art. 130 b du Traité de Rome)	Coopération industrielle et recherche - développement (art. 130 c du Traité de Rome)	Infrastructures et politiques d'intérêt commun (art. 130 c du Traité de Rome)				
					Total	dont énergie			
<b>Année 1973</b>									
Danemark . . . . .	2	6,8	6,8	—	—	—	—	—	—
Allemagne . . . . .	18	204,5	78,0	13,9	—	127,2	120,3	—	—
France . . . . .	14	170,6	121,4	—	16,2	58,2	31,2	—	—
Irlande . . . . .	3	22,6	22,6	—	—	—	—	—	—
Italie . . . . .	10	181,9	129,3	—	—	52,6	24,4	—	—
Royaume-Uni . . . . .	3	67,1	67,1	60,0	—	—	—	—	—
Hors Communauté <sup>(3)</sup> . . . . .	2	43,3	—	—	43,3	43,3	43,3	—	—
<b>Total . . . . .</b>	<b>52</b>	<b>696,8</b>	<b>425,2</b>	<b>73,9</b>	<b>59,5</b>	<b>281,3</b>	<b>219,2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>De 1958 à 1973</b>									
Belgique . . . . .	6	67,2	41,2	16,0	36,4	30,4	30,4	—	—
Danemark . . . . .	2	6,8	6,8	—	—	—	—	—	—
Allemagne . . . . .	62	558,2	310,4	51,9	41,2	306,4	192,5	20,3	20,3
France . . . . .	70	741,1	614,6	6,6	75,3	199,2	117,3	—	—
Irlande . . . . .	3	22,6	22,6	—	—	—	—	—	—
Italie . . . . .	206	1 594,1	1 376,8	35,8	41,8	290,6	24,4	—	—
Luxembourg . . . . .	3	9,0	4,0	—	—	5,0	4,0	—	—
Pays-Bas . . . . .	5	42,9	40,1	—	2,8	24,9	13,8	—	—
Royaume-Uni . . . . .	3	67,1	67,1	60,0	—	—	—	—	—
Hors Communauté <sup>(3)</sup> . . . . .	2	43,3	—	—	43,3	43,3	43,3	—	—
<b>Total . . . . .</b>	<b>362</b>	<b>3 152,3</b>	<b>2 483,6</b>	<b>170,3</b>	<b>240,8</b>	<b>899,8</b>	<b>425,7</b>	<b>20,3</b>	<b>20,3</b>

(1) Y compris les deux prêts hors Communauté accordés en 1973 (cf. note 3).

(2) Répartition des projets selon les divers objectifs de politique économique de l'article 130 du Traité de Rome fixant les tâches de la Banque. Contrairement à la présentation adoptée pour les tableaux 3 et 8, ils sont repris chaque fois pour leur montant total, sous les différentes catégories. Les chiffres indiqués pour chacun d'eux ne peuvent donc être cumulés.

(3) Projet Trans-Austria Gasline pour l'approvisionnement en gaz naturel de l'Italie (23,5 millions accordés à l'Ente Nazionale Idrocarburi) et de la France (19,8 millions accordés à Gaz de France); financements effectués en vertu de l'art. 18, par. 1, al. 2, des Statuts de la Banque.

Tableau 10 : **Financements dans la Communauté (1) accordés en 1973**

Répartition selon la technique de financement

Pays	Prêts individuels directs		Prêts individuels indirects (2)		Prêts globaux (3)		Garanties		Total	
	Nombre	Millions u.c.	Nombre	Millions u.c.	Nombre	Millions u.c.	Nombre	Millions u.c.	Nombre	Millions u.c.
Danemark . . . . .	2	6,8	—	—	—	—	—	—	2	6,8
Allemagne . . . . .	17	183,9	—	—	1	20,6	—	—	18	204,5
France . . . . .	6	64,0	6	58,6	2	48,0	—	—	14	170,6
Irlande . . . . .	2	21,0	1	1,6	—	—	—	—	3	22,6
Italie . . . . .	4	111,2	4	36,8	2	33,9	—	—	10	181,9
Royaume-Uni . . . . .	2	60,0	—	—	1	7,1	—	—	3	67,1
Hors Communauté (4)	2	43,3	—	—	—	—	—	—	2	43,3
<b>Total 1973 . . . . .</b>	<b>35</b>	<b>490,2</b>	<b>11</b>	<b>97,0</b>	<b>6</b>	<b>109,6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>52</b>	<b>696,8</b>
Total 1972 . . . . .	16	282,2	10	173,4	3	33,2	1	17,1	30	505,9

(1) Y compris les deux prêts hors Communauté accordés en 1973 (cf note 4).

(2) Accordés par l'intermédiaire d'un institut de financement.

(3) Accordés à des instituts de financement qui en répartissent le montant entre des investissements industriels de faible dimension après approbation cas par cas par la Banque (affectations sur prêts globaux).

(4) Projet Trans-Austria Gasline pour l'approvisionnement en gaz naturel de l'Italie (23,5 millions accordés à l'Ente Nazionale Idrocarburi) et de la France (19,8 millions accordés à Gaz de France); financement effectués en vertu de l'art. 18, par. 1, al. 2, des Statuts de la Banque.

Tableau 11 : **Prêts globaux dans la Communauté de 1968 à 1973**

Répartition par instituts intermédiaires

Prêts globaux				Affectations 1969-1973
Année	Instituts intermédiaires (1)	Millions u.c.	Nombre	Millions u.c.
1968	ISVEIMER I . . . . .	10,00	28	10,00 (2)
1969	CIS I . . . . .	3,60	7	3,60 (2)
1970	IKB I . . . . .	10,00	12	6,89 (3)
1970	SADE . . . . .	6,30	24	6,30 (2)
1970	IRFIS . . . . .	5,00	10	4,98 (2)
1971	CIS II . . . . .	5,00	13	4,97 (2)
1971	SODERO . . . . .	1,98	2	0,83 (3)
1971	ISVEIMER II . . . . .	15,00	19	14,74 (2)
1972	LORDEX . . . . .	2,70	2	0,96
1972	LGSH . . . . .	5,72	9	6,04 (2)
1972	IMI . . . . .	24,75	1	1,69
1973	IKB II . . . . .	20,60	7	2,38
1973	Crédit National . . . . .	30,00	13	10,86
1973	ICFC . . . . .	7,14	3	0,87
1973	Crédit Hôtelier (CCCHCI) . . . . .	18,00	3	0,65
1973	CIS III . . . . .	13,55	—	—
1973	ISVEIMER III . . . . .	20,33	—	—
<b>Total . . . . .</b>		<b>199,67</b>	<b>153</b>	<b>75,76</b>

(1) Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale, Naples (ISVEIMER).

Credito Industriale Sardo, Cagliari (CIS).

Industriekreditbank AG, Düsseldorf (IKB).

Société Alsacienne de Développement et d'Expansion, Strasbourg (SADE).

Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia, Palerme (IRFIS).

Société de Développement Régional de l'Ouest, Nantes (SODERO).

Société Lorraine de Développement et d'Expansion, Nancy (LORDEX).

Landesbank und Girozentrale Schleswig-Holstein, Kiel (LGSH).

Istituto Mobiliare Italiano, Rome (IMI).

Crédit National, Paris.

Industrial and Commercial Finance Corporation Ltd., Londres (ICFC).

Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel, Paris (CCCHCI).

(2) Prêt global clôturé. D'éventuelles différences entre le montant initial du prêt global et la somme des affectations décidées s'expliquent par le fait que la conversion en unités de compte a été effectuée aux taux en vigueur aux dates, d'une part, de la signature du prêt global et, d'autre part, des décisions d'affectation et que ces taux de conversion ont parfois subi dans l'intervalle des modifications.

(3) Prêt global clôturé compte tenu d'un montant non affecté et annulé.



Tableau 12 : Affectations sur prêts globaux dans la Communauté

Répartition par régions et par secteurs

	1973			1969-1973		
	Montant des affectations			Montant des affectations		
	Nombre	Millions u.c.	%	Nombre	Millions u.c.	%
<b>REGIONS</b>						
Bade-Wurtemberg . . . . .	1	0,37	1,5	1	0,37	0,5
Bavière . . . . .	1	0,31	1,3	1	0,31	0,4
Hesse . . . . .	1	0,31	1,3	2	1,13	1,5
Basse-Saxe . . . . .	2	0,62	2,5	4	1,81	2,4
Rhénanie du Nord-Westphalie . . . . .	—	—	—	7	3,62	4,8
Rhénanie-Palatinat . . . . .	2	0,76	3,1	4	2,02	2,6
Schleswig-Holstein . . . . .	9	6,04	24,6	9	6,04	8,0
<b>Allemagne</b> . . . . .	<b>16</b>	<b>8,41</b>	<b>34,3</b>	<b>28</b>	<b>15,30</b>	<b>20,2</b>
Alsace . . . . .	2	1,80	7,3	26	8,10	10,7
Aquitaine . . . . .	1	0,90	3,7	1	0,90	1,2
Bourgogne . . . . .	1	0,90	3,7	1	0,90	1,2
Bretagne . . . . .	1	0,20	0,8	1	0,20	0,3
Limousin . . . . .	1	0,63	2,6	1	0,63	0,8
Lorraine . . . . .	5	4,62	18,8	5	4,62	6,1
Midi-Pyrénées . . . . .	4	1,36	5,5	4	1,36	1,8
Pays de la Loire . . . . .	3	2,07	8,4	5	2,90	3,8
<b>France</b> . . . . .	<b>18</b>	<b>12,48</b>	<b>50,9</b>	<b>44</b>	<b>19,61</b>	<b>25,9</b>
Abruzzes . . . . .	—	—	—	6	3,38	4,5
Basilicate . . . . .	—	—	—	1	0,64	0,8
Calabre . . . . .	—	—	—	1	0,24	0,3
Campanie . . . . .	1	1,08	4,4	18	8,03	10,6
Latium . . . . .	—	—	—	14	8,97	11,8
Marches . . . . .	—	—	—	3	2,06	2,7
Molise . . . . .	1	1,69	6,9	1	1,69	2,2
Pouilles . . . . .	—	—	—	4	1,42	1,9
Sardaigne . . . . .	—	—	—	20	8,57	11,3
Sicile . . . . .	—	—	—	10	4,98	6,6
<b>Italie</b> . . . . .	<b>2</b>	<b>2,77</b>	<b>11,3</b>	<b>78</b>	<b>39,98</b>	<b>52,8</b>
Ecosse . . . . .	2	0,46	1,9	2	0,46	0,6
Pays de Galles . . . . .	1	0,41	1,6	1	0,41	0,5
<b>Royaume-Uni</b> . . . . .	<b>3</b>	<b>0,87</b>	<b>3,5</b>	<b>3</b>	<b>0,87</b>	<b>1,1</b>
<b>Total</b> . . . . .	<b>39</b>	<b>24,54</b>	<b>100,0</b>	<b>153</b>	<b>75,76</b>	<b>100,0</b>
<b>SECTEURS</b>						
Industries extractives . . . . .	1	0,63	2,6	8	2,93	3,9
Production et première transformation des métaux . . . . .	1	1,69	6,9	6	4,35	5,7
Matériaux de construction . . . . .	3	1,23	5,0	14	6,45	8,5
Industrie du bois . . . . .	5	2,11	8,6	8	2,59	3,4
Verre et céramique . . . . .	—	—	—	3	1,13	1,5
Industrie chimique . . . . .	—	—	—	4	1,41	1,9
Ouvrages en métaux et mécanique . . . . .	10	4,97	20,2	37	16,75	22,1
Automobiles - matériel de transport . . . . .	1	0,20	0,8	4	2,22	2,9
Construction électrique - électronique . . . . .	—	—	—	6	2,79	3,7
Produits alimentaires . . . . .	6	5,35	21,8	21	13,57	17,9
Textiles et cuirs . . . . .	9	4,69	19,1	18	8,22	10,9
Pâte à papier - papier . . . . .	1	1,98	8,1	8	5,51	7,3
Transformation du caoutchouc et matières plastiques . . . . .	2	1,69	6,9	13	6,61	8,7
Autres industries . . . . .	—	—	—	3	1,24	1,6
<b>Total</b> . . . . .	<b>39</b>	<b>24,54</b>	<b>100,0</b>	<b>153</b>	<b>75,76</b>	<b>100,0</b>

# Banque Européenne d'Investissement

## Conditions d'intervention

Les prêts de la Banque sur ses ressources propres et sa garantie (opérations ordinaires) peuvent être accordés, pour le financement de projets répondant aux conditions de l'article 130 du Traité de Rome ou des accords d'association, à des entreprises privées ou publiques, quelle que soit leur forme juridique, ainsi qu'à des collectivités publiques. L'octroi d'un concours ne dépend pas de la nationalité de l'emprunteur.

Les prêts de la Banque ne peuvent financer qu'une partie du coût des projets, en complément de fonds propres et de moyens provenant d'autres sources. La Banque prête rarement plus de 40 % du coût des immobilisations.

En règle générale, les interventions de la Banque sont comprises entre 2 et 16 millions d'unités de compte et n'ont pas jusqu'ici dépassé 30 millions d'unités de compte. Toutefois, certains grands projets ont bénéficié de plusieurs prêts successifs sans que leur montant cumulé ait dépassé 45 millions d'unités de compte.

Les prêts de la Banque, destinés au financement de projets déterminés, peuvent être accordés soit directement à une entreprise ou une collectivité publique, soit par l'intermédiaire d'un institut financier spécialisé. En dehors de ces « prêts individuels », la Banque accorde également des « prêts globaux » à des organismes de financement, qui en répartissent le montant entre les investissements industriels de petite et moyenne dimension après approbation, cas par cas, par la Banque (affectations sur prêts globaux).

La Banque effectue les versements de ses prêts en plusieurs monnaies qu'elle détermine en fonction de ses disponibilités après avoir consulté les emprunteurs sur les monnaies qu'ils souhaitent recevoir; les remboursements et paiements d'intérêt s'effectuent dans les monnaies reçues.

Le taux d'intérêt des prêts est fixé par le Conseil d'Administration. Du fait que la Banque ne poursuit pas de but lucratif, les taux de ses prêts sont voisins des taux pratiqués sur les marchés financiers où elle se procure des ressources. Le taux applicable à chaque prêt est en règle générale celui en vigueur à la date de la conclusion du contrat et n'est plus ultérieurement sujet à révision. Il est indépendant de la monnaie de versement et du pays où est situé le projet. Le taux en vigueur en mai 1974 était de 9,50 % l'an, quelle que soit la durée du prêt. La durée des prêts (entre 8 et 12 ans en général pour les projets industriels, jusqu'à 20 ans pour les projets d'infrastructure) et le différé de remboursement sont adaptés aux caractéristiques des différents projets.

La Banque subordonne l'octroi de ses prêts soit à la garantie d'un Etat membre, soit à d'autres garanties suffisantes.

Les conditions des interventions de la Banque en Turquie et dans les EAMA et PTOM sont régies par les dispositions des différents accords d'association.



# Banque Européenne d'investissement

## Données générales

La Banque Européenne d'Investissement a été créée par le Traité de Rome instituant la Communauté Economique Européenne, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1958.

Elle est une institution de droit public autonome au sein de la Communauté; elle ne poursuit pas de but lucratif.

La Banque a pour mission essentielle de contribuer au développement équilibré du Marché Commun.

A cette fin, elle finance, par l'octroi de prêts à long terme ou de garanties à des entreprises, collectivités publiques ou instituts de financement, des investissements utiles à la mise en valeur de régions moins développées ou de régions de conversion, ou qui répondent à l'intérêt commun européen.

Les membres de la Banque Européenne sont les neuf Etats membres de la Communauté. Ils ont souscrit conjointement le capital de la Banque de 2,025 milliards d'unités de compte.

La Banque emprunte sur les marchés des capitaux de la Communauté, des pays tiers, ainsi que sur les marchés internationaux, les ressources nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

Le champ d'activité de la Banque, initialement circonscrit au territoire des Etats membres de la Communauté Economique Européenne, a été progressivement étendu, dans le cadre des accords d'association, à la Grèce, aux dix-neuf Etats africains, malgache et mauricien associés (EAMA), à certains pays et territoires d'outre-mer (PTOM), ainsi qu'à la Turquie. Dans ces pays, la Banque consent, outre ses prêts ordinaires, des concours à conditions particulières dans le cadre de sa Section Spéciale, sur mandat et pour compte des Etats membres ou de la Communauté Economique Européenne (opérations spéciales). En outre, sur autorisation spéciale de son Conseil des Gouverneurs, elle peut également accorder des financements dans des pays tiers, notamment si les projets en cause intéressent directement les pays de la Communauté.

Les entreprises, collectivités publiques ou instituts de financement désireux de prendre contact avec la Banque Européenne d'Investissement peuvent s'adresser directement au siège central de la Banque, ou à son département Italie, à Rome, pour les projets localisés dans ce pays. La Banque Européenne peut également être approchée par l'entremise du banquier habituel du promoteur.

2, Place de Metz — Luxembourg

Département Italie : Via Sardegna, 38 — 00187 Rome

Bureau de Représentation à Bruxelles : Rue Royale, 60 — B - 1000 Bruxelles



Tableau 13 : Liste des emprunts émis en 1973

Date du contrat	Emission au cours du mois de	Lieu d'émission	Monnaie de souscription	Montant en monnaie nationale (millions)	Montant en millions d'u.c.	Durée de l'emprunt	Taux nominal %	Nature de l'émission
15. 1.1973	janvier	Luxembourg	FLUX	800	16,4	15 ans	7	Placement public <sup>(1)</sup>
17. 1.1973	janvier	Allemagne	DM	100	28,6	15 ans	6,75	Placement public <sup>(2)</sup>
31. 1.1973	février	Italie	LIT	25 000	39,6	15 ans	7	Placement privé
6. 2.1973	février	Luxembourg	\$	75	69,1	15 ans	7,25	Placement public <sup>(3)</sup>
16. 2.1973	février	Allemagne	DM	50	14,3	10 ans	7	Placement privé
19. 2.1973	février	Pays-Bas	FL	100	28,4	15 ans	7,625	Placement privé
21. 2.1973	février	Belgique	FB	750	15,4	20 ans	7,75	Placement privé
27. 2.1973	février	Allemagne	DM	50	14,3	15 ans	7,125	Placement privé
12. 4.1973	avril	Belgique	FB	350	7,2	15 ans	7,5	Placement privé
14. 5.1973	mai	France	FF	200	36,0	15 ans	7,25	Placement public <sup>(4)</sup>
24. 5.1973	mai	Suisse	FS	50	12,8	5 ans	6,25	Placement privé
	mai	Suisse	FS	50	12,8	7 ans	6,50	Placement privé
28. 5.1973	mai	Luxembourg	FLUX	800	16,4	15 ans	7	Placement public <sup>(5)</sup>
22. 6.1973	juin	Pays-Bas	FL	25	7,1	12 ans	7,875	Placement privé
	juin	Pays-Bas	FL	75	21,3	15 ans	7,875	Placement privé
26. 6.1973	juin	Allemagne	DM	150	44,2	15 ans	7	Placement public <sup>(6)</sup>
18. 7.1973	juillet	Luxembourg	FLUX	500	10,3	15 ans	7	Placement public <sup>(7)</sup>
6. 9.1973	septembre	Luxembourg	£ LIB	50	16,7	12 ans	7,125	Placement public <sup>(8)</sup>
20. 9.1973	septembre	Luxembourg	Eurco	30	30,0	15 ans	8,375	Placement public <sup>(9)</sup>
21. 9.1973	septembre	Suisse	FS	100	27,9	15 ans	6,5	Placement public <sup>(10)</sup>
16.10.1973	octobre	Luxembourg	\$	60	49,7	15 ans	8	Placement public <sup>(11)</sup>
22.10.1973	octobre	Belgique	FB	1 500	30,8	12 ans	7,75	Placement public <sup>(12)</sup>
19.11.1973	novembre	Italie	LIT	25 000	33,9	15 ans	7	Placement privé
13.12.1973	décembre	Luxembourg	\$	30	24,9	15 ans	8,50	Placement public <sup>(13)</sup>

(1) Pris ferme par la Banque Internationale à Luxembourg et placé dans le public par un groupe de banques international.

(2) Pris ferme par un syndicat de banques sous la direction de la Deutsche Bank AG et la co-direction de la Dresdner Bank AG, de la Commerzbank AG et de la Westdeutsche Landesbank-Girozentrale, offre en souscription publique à 99 %.

(3) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Banca Commerciale Italiana, l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Crédit Commercial de France, le Credito Italiano, la Deutsche Bank AG, la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, Lazard Frères & Co., The Nomura Securities Co. Ltd., N.M. Rothschild & Sons Limited, la Société Générale de Banque S.A., l'Union Bank of Switzerland (Underwriters) Limited, S.G. Warburg & Co. Ltd., la Westdeutsche Landesbank-Girozentrale, la Kjøbenhavns Handelsbank A/S et l'Allied Irish Investment Bank Limited, offre en souscription publique à 98,5 %.

(4) Pris ferme par un syndicat bancaire composé du Crédit Commercial de France, la Banque de Bruxelles S.A., Privatbanken i Kjøbenhavn, la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, la Banque de Paris et des Pays-Bas, Lazard Frères & Cie, la Banque Nationale de Paris, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, The Investment Bank of Ireland, la Banca Commerciale Italiana, la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., Williams, Glyn & Co., The Daiwa Securities Co. Ltd., et l'Union Bank of Switzerland (Underwriters) Limited, offre en souscription publique à 99,25 %.

(5) Pris ferme par la Banque Internationale à Luxembourg et placé dans le public par un groupe de banques international.

(6) Pris ferme par un syndicat de banques sous la direction de la Deutsche Bank AG et la co-direction de la Dresdner Bank AG, de la Commerzbank AG, et de la Westdeutsche Landesbank-Girozentrale, offre en souscription publique à 100 %.

(7) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Banque Générale du Luxembourg S.A., la Banque Internationale à Luxembourg S.A., la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, la Banque Lambert-Luxembourg S.A., la Banque de Paris et des Pays-Bas pour le Grand-Duché de Luxembourg S.A. et la Caisse d'Epargne de l'Etat, offre en souscription publique à 99,5 %.

(8) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Banque de Bruxelles S.A., la Banque Audi S.A.L., Le Crédit Lyonnais, Kuwait Investment Co. S.A.K., Libyan Arab Foreign Bank et Merrill Lynch, Pierce, Fenner and Smith Securities Underwriters Limited, offre en souscription publique à 100 %.

(9) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de N.M. Rothschild & Sons Limited, la Banque Nationale de Paris, la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, la Société Générale, l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., la Banca Commerciale Italiana, la Deutsche Bank AG, l'Algemene Bank Nederland N.V., la Banca Nazionale del Lavoro, la Banque de Bruxelles S.A., The Daiwa Securities Co. Ltd., la Dresdner Bank AG, Lazard Frères & Co., la Société Générale de Banque S.A., l'Union Bank of Switzerland (Underwriters) Limited, S.G. Warburg & Co. Ltd., la Kjøbenhavns Handelsbank A/S et l'Allied Irish Investment Bank Limited, offre en souscription publique à 99,5 %.

(10) Pris ferme par un syndicat bancaire composé du Crédit Suisse, de l'Union de Banques Suisses et la Société de Banque Suisse, offre en souscription publique à 100,5 %.

(11) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de Kuhn, Loeb & Co., la Banca Commerciale Italiana, l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., le Banco di Roma, la Banque Internationale à Luxembourg S.A., la Banque Nationale de Paris, la Deutsche Bank AG, The First Boston Corporation, Hill Samuel & Co. Limited, Kleinwort, Benson Limited, Lazard Frères & Co., The Nikko Securities Co. Ltd., la Société Générale, la Société Générale de Banque S.A., l'Union Bank of Switzerland (Underwriters) Limited, la Westdeutsche Landesbank-Girozentrale, la Kjøbenhavns Handelsbank A/S et The Investment Bank of Ireland, offre en souscription publique à 99,5 %.

(12) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Société Générale de Banque S.A., la Banque de Bruxelles S.A., la Kredietbank N.V., la Banque de Paris et des Pays-Bas Belgique S.A., et la Banque Lambert S.C.S., offre en souscription publique à 98,25 %.

(13) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Banca Commerciale Italiana, Kuhn, Loeb & Co., l'Algemene Bank Nederland N.V., l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., la Banque de Bruxelles S.A., la Banque Internationale à Luxembourg S.A., la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Credito Italiano, la Deutsche Bank AG, la Dresdner Bank AG, la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, The Nikko Securities Co. Ltd., N.M. Rothschild & Sons Limited, la Société Générale, la Société Générale de Banque S.A., l'Union Bank of Switzerland (Underwriters) Limited, S.G., Warburg & Co. Ltd., la Kjøbenhavns Handelsbank A/S et l'Allied Irish Investment Bank Limited, offre en souscription publique à 98,5 %.



Pour toute demande d'information complémentaire, s'adresser à la

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT  
2, place de Metz - Luxembourg  
Tél. 43 50 11 - Télex 222 bankeuro L

ou à ses bureaux extérieurs

Département Italie  
Via Sardegna, 38 - 00187 Rome  
Tél. 48 36 51 - Télex 6 21 30 bankeuro

Bureau de Représentation à Bruxelles  
Rue Royale, 60 - 1000 Bruxelles  
Tél. 13 40 00 - Télex 2 17 21 bankeu b

qui tiennent également à disposition les publications suivantes :

- **Statuts** et autres dispositions régissant la BEI  
1973; 36 p.; (dk, d, e, f, i, n)
- **Rapports annuels**  
depuis 1958  
(d, e, f, i, n, à partir de 1972 en danois)
- **Prêts et Garanties dans les Pays Membres  
de la Communauté Européenne**  
1974; 20 p.; (dk, d, e, f, i, n)
- **Interventions dans les Etats Africains et Malgache  
et dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer Associés**  
1973; 20 p.; (d, e, f, i, n)
- **Opérations en Turquie**  
1973; 16 p.; (d, e, f, tr)
- **La Banque Européenne d'Investissement  
et les problèmes du Mezzogiorno**  
Direction des Etudes  
1972; 35 p.; (d, e - épuisé -, f, i)
- **Les Investissements dans la Communauté en 1972 et leur Financement**  
Direction des Etudes  
1973; 28 p.; (dk, d, e - épuisé -, f - épuisé -, i, n)

Réalisation graphique : Weissenbruch S.A., Imprimeur du Roi, Bruxelles.

La Banque Européenne d'Investissement présente ses remerciements à la Société Générale de Constructions Electriques et Mécaniques ALSTHOM, à la Compagnie Générale d'Electricité, ainsi qu'aux promoteurs qui ont bien voulu mettre à sa disposition la documentation photographique utilisée pour la réalisation de ce rapport.





**Den Europæiske Investeringsbank**  
**Europäische Investitionsbank**  
**European Investment Bank**  
**Banque Européenne d'Investissement**  
**Banca Europea per gli Investimenti**  
**Europese Investeringsbank**